ISSN 0024-7650

M 6189 - 1144 - 8,00 F

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 144 - 18 mai 1989 - prix : 8 F

A BAS LE RACISME, L'ANTISÉMITISME ET LA SOCIÉTÉ QUI LES FABRIQUE

À BAS LE RACISME, L'ANTISÉMITISME ET LA SOCIÉTÉ QUI LES FABRIQUE

La profanation des tombes et des morts du cimetière juif de Carpentras, comme les actes antisémites de Quimper et de Clichy-sous-Bois qui ont suivi, ont soulevé l'indignation. L'espace de quelques jours et d'une manifestation, on a assisté à l'unanimité de tous les hommes politiques pour condamner ces exactions antisémites. Après quoi le naturel a refait surface. On a déjà vu, par exemple, les dirigeants de la droite commencer à exiger que le Parti Socialiste rejette définitivement l'idée de donner le droit de vôte dans les élections municipales aux immigrés, un projet que celui-ci, il est vrai, a déjà depuis longtemps remisé dans les placards.

Alors il y a en effet une belle hypocrisie dans les protestations officielles après les actes antisémites de Carpentras. On aurait aimé d'ailleurs que tous ces politiciens protestent avec autant de vigueur quand, il n'y a pas si longtemps, des crimes racistes ont entraîné la mort de jeunes immigrés maghrébins...

Les préjugés réactionnaires, et notamment le racisme, forment un tout, et il n'y a pas à s'étonner si l'antisémitisme relève la tête aujourd'hui. Il va de pair avec le racisme anti-arabe et anti-immigrés que bon nombre de ces politiciens ont toléré, voire encouragé.

A force de spéculer sur les pires préjugés, ce sont toutes les formes d'obscurantisme qui remontent ensemble. Et si, à part ceux d'extrême-droite, tous les politiciens, de droite et de gauche, ont tenu à se faire voir dans la manifestation du 14 mai à Paris, tous n'ont pas moins leur part de responsabilité dans la montée du racisme. Tous d'une façon ou d'une autre ont contribué à détourner sur les immigrés le mécontentement provoqué par leur politique, même si c'est Le Pen qui pourrait en être, au bout du compte, le principal bénéficiaire.

★ ★ ★

Alors tous ces gens-là peuvent multiplier les déclarations, les discours, s'indigner ; ils sont tous complices d'une façon ou d'une autre de cette écœurante montée du racisme et des préjugés réactionnaires. Ils le seront encore demain car ce racisme n'est rien d'autre qu'une arme dans la guerre de classes, un outil utilisé dans les périodes de crises sociales pour tenter de maintenir, envers et contre tout, un système de société déchiré par les contradictions et les inégalités.

Le racisme sous ses différentes formes, le nationalisme plus ou moins exacerbé, ont fait ou font partie des méthodes de gouvernement de tous les régimes, sous toutes les latitudes. Les dictateurs des pays musulmans utilisent l'intégrisme religieux pour détourner la colère et le désespoir de leurs propres peuples. Les dictateurs africains font se dresser les uns contre les autres les travailleurs sénégalais et mauritaniens, Blancs contre Noirs, et réciproquement. Les dirigeants d'Israël, eux, développent le racisme anti-arabe d'une partie de la population juive pour mener leur sale guerre contre le peuple palestinien.

Hitler, de même, a utilisé le racisme comme une marche pour mater la classe ouvrière allemande, et se hisser au pouvoir. Il a commencé par mettre les militants communistes et socialistes en camps de concentration. Il a continué avec les Juifs et les Tziganes, en même temps qu'il envoyait ceux qui avaient cru en lui comme ceux qui n'y avaient pas cru se faire massacrer sur tous les fronts de la Deuxième Guerre mondiale.

★ ★ ★

Sans doute, on n'en est pas là en France aujourd'hui, d'abord parce que la situation économique est moins catastrophique qu'elle ne l'était dans l'Allemagne pré-hitlérienne. Mais que cette situation change ; qu'une crise grave ruine des millions de commerçants, de petits-bourgeois de toute sorte, et aggrave le chômage au-delà des limites du supportable, et l'on verrait une grande partie de ces hommes politiques ou bien passer dans les rangs d'un fascisme, rebaptisé autrement ou pas, ou bien lier les mains des travailleurs pour qu'ils ne se défendent pas contre les assassins. Aujourd'hui, même lorsqu'ils manifestent contre le racisme, ils portent une part de responsabilité dans son développement car ils ont tout fait pour que la population, les travailleurs, perdent confiance dans les idées de gauche.

Le 14 mai à Paris, tous se sont retrouvés d'accord pour manifester sans banderoles, sans slogans, au nom d'une prétendue morale universelle. En réalité, la manifestation a eu lieu derrière rabbins et curés de toute sorte, tandis que l'extrême-droite sioniste – celle qui condamne l'antisémitisme mais trouve normal de massacrer les Palestiniens – s'est largement fait voir.

Et il n'y avait que les idées de gauche, les idées socialistes et communistes, celles qui se placent justement au-delà des divisions nationales ou religieuses, qui ont accepté de ne pas s'affirmer ouvertement ou n'ont pu le faire.

Ce n'est pas par hasard. Tous ces politiciens en place dans la société bourgeoise n'oublient pas une seule seconde, pas même le temps d'une manifestation, de défendre leur idéologie à eux, d'en défendre les préjugés ; même si ce faisant ils font le jeu et préparent le terrain des mêmes racistes qu'ils prétendent combattre.

★ ★ ★

Alors oui, le racisme, les idées réactionnaires, l'obscurantisme religieux, celui de Le Pen et celui des autres, la société de classe, vont de pair. Les politiciens bourgeois sont tous complices à un degré ou à un autre de ce glissement de la société vers la droite, au détriment des idées de gauche, des idéaux socialistes, communistes, au détriment du mouvement ouvrier qu'ils ont contribué à démoraliser et à affaiblir. Et ils peuvent demain nous entraîner de nouveau dans la catastrophe s'ils ne trouvent pas d'autre issue pour tenter de sauver la société bourgeoise.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Et la lutte contre le racisme, pour les travailleurs conscients, est inséparable de la lutte contre cette société de classe basée sur le profit, la concurrence, l'exploitation, l'anéantissement du faible par le fort ; contre cette société qui nous empoisonne à chaque instant de sa pourriture de préjugés nationalistes, religieux ou racistes. La lutte contre le racisme est inséparable de la lutte de classe. Car seule la classe ouvrière pourra établir enfin, à l'échelle du monde, une société sans classe, sans exploitation et sans préjugés barbares.

UNE INDIGNATION OFFICIELLE TARDIVE

Pour croire à la sincérité et la détermination antiraciste des Joxe, Chirac, Mitterrand ou Pasqua, il aurait fallu qu'ils montrent la même capacité de mobilisation et appellent de la même façon la population à manifester, quand par exemple deux légionnaires avaient tué un Arabe en le jetant par la portière du train Paris-Vintimille, ou quand des foyers d'immigrés ont été incendiés à Nice ou ailleurs, en laissant des morts... Il est vrai qu'en ces temps-là, les uns étaient trop occupés à réexpédier par charter des immigrés au Mali, ou les autres à multiplier les contrôles policiers anti-immigrés dans les foyers ou le métro parisien.

L'imbécillité raciste est tout aussi criminelle et ramène la société tout autant en arrière quand elle vise les Arabes que lorsqu'elle vise les Juifs. C'est d'ailleurs ce qu'a très bien dit cette jeune femme juive qu'on a vue à la télévision samedi 12 mai, alors qu'elle était venue protester au cimetière de Carpentras contre les profanations antisémites : elle a eu bien raison de ne pas mâcher ses mots, et de rappeler qu'à Carpentras il y a aussi beaucoup de Juifs lepénistes et anti-arabes, et qu'elle les considérait eux aussi comme responsables à leur façon des exactions antisémites.

Les ministres du Parti Socialiste, en accord avec la droite, ont voulu lundi 14 mai une manifestation *«silencieuse»*, sans slogans ni drapeaux. Le résultat, c'est que les dizaines de milliers de personnes venues sincèrement manifester contre le racisme, ont été contraintes de défiler derrière les rabbins et les bonnes sœurs, qui quant à eux n'avaient pas mis leurs signes distinctifs au vestiaire ; sans même parler des banderoles brandies par cette droite sioniste qui n'a pas grand-chose à envier au reste de l'extrême-droite. Drôle de façon de lutter contre le racisme que de demander à ceux qui ont des convictions athées, communistes ou socialistes, de s'effacer devant la réaction religieuse et ceux qui en Israël prêchent le racisme anti-arabe.

Le socialiste Joxe prêche l'antiracisme en se couvrant le chef à la manière des rabbins (même si ça lui donnait l'allure malencontreuse d'un mafioso, il est vrai qu'il est chef de la police...) pour sans doute apaiser la colère de Dieu, comme il fera demain le signe de croix si Le Pen ou ses pareils prennent sa place !

Les voilà bien ces politiciens qui taisent leurs prétendues convictions de gauche au nom d'un consensus qui fait la part belle à la droite et à la religion. Ils ne sont bons qu'à enterrer les morts deux fois plutôt qu'une, pas à défendre les vivants !

H.C.

LA PRESSE ET LE PEN

Depuis le récent passage de Le Pen à *L'Heure de Vérité* et la vague de racisme dont la dernière manifestation, le saccage du cimetière de Carpentras, s'est produite le soir même où Le Pen paradait à *Antenne 2*, il est de bon ton dans la presse écrite et parlée de se demander s'il est justifié de continuer de donner tant de place à Le Pen dans les médias. Le PCF, pour sa part, réclame que Le Pen soit interdit de télévision.

Il faut bien dire qu'il y a de quoi être écœuré par la complaisance des médias vis-à-vis de ce sinistre personnage et des idées réactionnaires qu'il véhicule. Et les justifications de bien des journalistes, directeurs de journaux télévisés ou responsables de chaînes sont en tout cas fort significatives.

C'est ainsi par exemple que François Henri de Virieu seul maître à bord de son émission *L'Heure de Vérité*, explique qu'il invite Le Pen quasiment tous les ans à cause... du sacro-saint audimat. Car la télévision comme la presse sont d'abord un commerce, qui rapporte les gros sous de la publicité... à condition bien sûr de réussir d'abord à accrocher les chalands, et si possible par millions. Soit. La marchandise en tout cas n'a pas l'air de trop le gêner.

D'autres journalistes, un peu plus délicats que François Henri de Virieu, feraient bien, s'ils écoutaient leur conscience, la fine bouche sur Le Pen. Mais ils jouent malgré tout le jeu, au nom de la démocratie, disent-ils à qui veut les croire : ils ne couvriraient si fidèlement Le Pen que pour respecter la diversité des opinions et les choix des électeurs !

La diversité des opinions et le choix des électeurs a bon dos car le petit monde des médias aux ordres du fric et du monde de politique a l'habitude de marcher dans les manœuvres politiciennes, de les couvrir, de mentir, de dissimuler. *"Si ce n'est moi c'est un autre qui fera le scoop"*, peut se dire chacun d'eux.

Les médias, c'est vrai, ont contribué à faire de Le Pen un personnage connu, populaire, à le rendre crédible et à répandre avec complaisance ses "bons mots".

Mais croire ou faire croire qu'ils sont les seuls responsables de la montée de Le Pen, et qu'interdire Le Pen d'antenne permettrait de le combattre ou de le neutraliser est un leurre car le personnage ne serait rien sans les phénomènes politiques et sociaux sur lesquels il joue. Or à ce niveau-là, ce ne sont pas les médias qui ont fabriqué Le Pen. Le croire c'est ne pas voir la réalité en face. C'est ne pas vouloir voir que c'est la crise avec la montée du chômage et la baisse du niveau de vie des couches populaires qui a donné du crédit à un Le Pen, et qui a favorisé le développement de certains préjugés réactionnaires et xénophobes, préjugés dont Le Pen a fait son fonds de commerce et qui a permis à ce vieux politicard de la IVe République de se donner un nouveau look, populiste, braillard et anti-politicien. Et là les médias n'y sont pas pour grand-chose. En tout cas pas pour l'essentiel.

A ce niveau le problème de fond est celui de la politique menée par les partis traditionnels de droite et de gauche qui se sont succédé au gouvernement et qui s'en sont pris au niveau de vie de la population la plus pauvre de ce pays en lui imposant de payer la crise.

C'est cette situation qui nourrit un Le Pen et lui permet de monter dans les sondages et dans les élections. Croire que l'on combattra son influence en demandant au gouvernement (qui ne rechigne pas à se servir de lui contre la droite classique), ou aux directeurs des chaînes privées de mettre Le Pen au ban du petit écran est un leurre. A moins que ce ne soit un moyen d'éviter de poser les vrais problèmes et de faire le vrai procès qu'il faudrait faire : celui de la politique menée par tous les partis, y compris la direction du PCF qui a cautionné trop longtemps la politique d'austérité d'un Mitterrand ou d'un Mauroy. Or sur ce terrain-là le PCF préfère tirer son épingle du jeu en réclamant des mesures anti-Le Pen ou antiracistes que de travailler à redonner à la classe ouvrière confiance en elle-même, en sa force et en sa capacité de se défendre, de faire échec à l'accroissement et à la montée possible de l'influence de l'extrême-droite.

Cécile BERNIER

PCF

RÊVES D'UNION ET TENDANCES À S'APLATIR

La dernière réunion du comité central du PCF a confirmé, cette fois quasi officiellement, ce qui n'était qu'un secret de polichinelle : le fait qu'il y avait des divisions au sein de son bureau politique. En effet, le rapport de Gisèle Moreau n'était plus fait au nom du BP, mais au nom de la majorité de celui-ci, ce qui suppose évidemment une minorité.

Bien que cette réunion se soit tenue à huis-clos et que *L'Humanité*, qui en rend compte, ne le précise pas, il n'est pas difficile d'identifier les minoritaires : Charles Fiterman et Guy Hermier. Il est beaucoup plus difficile de percevoir ce qui les oppose à la majorité. Et pour cause, car sur l'essentiel, c'est-à-dire sur l'orientation politique, il n'y a sans doute pas entre eux de différences sensibles.

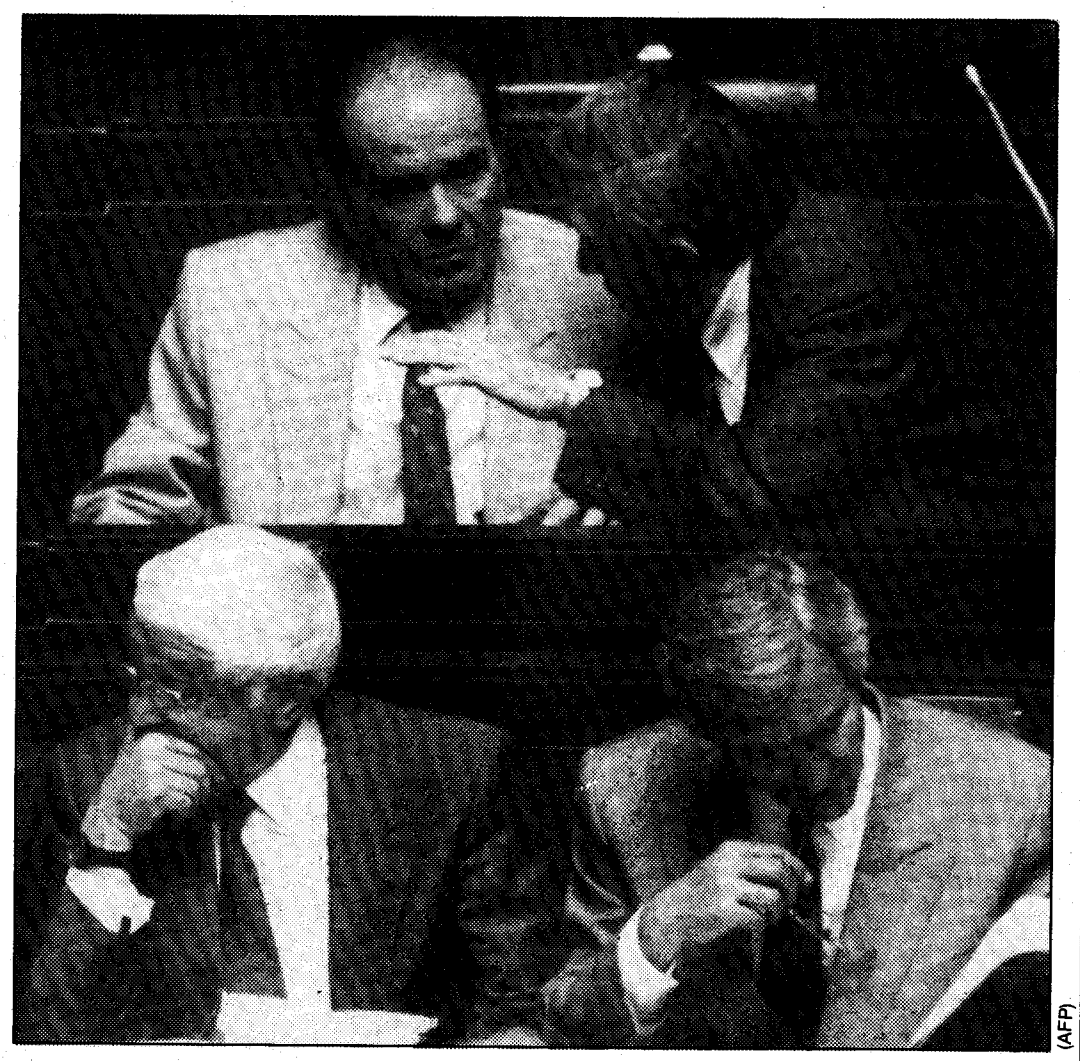
La principale idée qui se dégage du rapport de Gisèle Moreau, une idée pas vraiment neuve, c'est qu'il faut reconstruire «l'unité de la gauche». *«Nous ne nourrissons,* a-t-elle dit, *aucune illusion sur la possibilité de convaincre les dirigeants socialistes, mais nous ne nous résignons pas à la division des forces de gauche».* Ou encore : *«Notre critique de la politique gouvernementale ne s'oppose nullement à notre volonté unitaire, car, précisément, nous voulons l'union pour une vraie politique de gauche alors que le gouvernement actuel mène, en alliance avec une partie de la droite, une politique qui doit tout à la droite».*

Et remettez-nous ça la patronne ! Le PCF est tout prêt à effacer l'ardoise pour pouvoir recommencer. Et cela bien que Gisèle Moreau, dans ce même rapport, quelques lignes plus haut, ait cru bon de dire qu'il n'y a *«pas de raccourci possible. Nous avons cru en trouver avec le Programme commun, cela a été un échec».*

Les dirigeants du PCF diront sans doute que la différence, cette fois, c'est que l'on compte avec la pression de la base, et plus sur des accords au sommet. Des arguments guère convaincants lorsque l'on se rappelle que, à l'époque de la signature du Programme commun, en 1972, les scores électoraux du Parti Communiste, avec plus de 20 % des suffrages, dépassaient régulièrement ceux du Parti Socialiste, ce qui est nettement différent de la situation actuelle où le poids électoral du PCF oscille entre 7 et 10 %, loin derrière le PS.

Les dirigeants du PCF, toutes tendances confondues, puisque l'on commence, paraît-il, à parler de tendances, reproposent aux militants de défendre une nouvelle mouture d'une politique qu'eux – mêmes qualifient d'échec, après coup il est vrai. Mais cette fois, ils voudraient la rééditer dans des conditions qui en font apparaître encore plus le caractère illusoire et dérisoire.

On en a eu un exemple la semaine dernière à l'occasion du vote de la motion de censure. Partant du fait qu'avec leurs vingt-six députés, ils pouvaient jouer un rôle charnière dans la constitution d'une majorité en faveur de la censure, les dirigeants du PCF avaient fanfaronné durant trois, quatre jours, laissant entendre qu'on allait voir ce qu'on allait voir. La chute en a été d'autant plus piteuse. Finalement, ce qu'on a vu, c'est qu'une fois de plus, la direction du PCF n'avait pas même la volonté de se poser comme un parti d'opposition, et qu'il a, cette fois encore, refusé de censurer le gouvernement *«pour ne pas faire le jeu de la droite»,* tout en continuant à dire par ailleurs que de toute façon la politique de ce gouvernement était dictée par la droite.



(AFP)

Il a suffi que Rocard fasse la promesse – une simple promesse – d'un débat pour envisager d'introduire des modifications constitutionnelles qui devraient interdire que l'on passe l'éponge sur les fraudes commises par les politiciens, pour que les dirigeants du PCF cessent tout d'un coup leurs rodomontades, et que leur groupe parlementaire fasse allégeance au gouvernement.

L'attitude inverse n'aurait pas signifié que le PCF aurait su retrouver le chemin de la défense conséquente des intérêts de la classe ouvrière, c'est vrai ! Mais elle lui aurait permis au moins de manifester une certaine cohérence entre ses discours et ses actes à l'Assemblée.

Cela n'aurait certes pas changé le cours de l'histoire, mais cela aurait pu mettre un peu de baume au cœur de nombre de ses militants, de ses sympathisants, qui se sont montrés déçus par la reculade de leurs dirigeants. Ceux-ci, englués dans leurs petits calculs parlementaires n'ont même pas su trouver ce courage-là.

Jean-Pierre VIAL

En bref

UN GENDARME ASSASSIN ACQUITTÉ

Un gendarme avait tué d'une rafale de pistolet-mitrailleur un jeune lycéen, à la Guadeloupe, en 1985. Le jeune n'était ni armé, ni menaçant, il n'avait pas commis de crime sinon d'avoir fait mine de s'enfuir, selon les déclarations mêmes du gendarme.

Celui-ci vient d'être acquitté. Ses supérieurs de la gendarmerie avaient, les premiers, passé l'éponge sur son manque de sang froid meurtrier en le nommant adjudant.

Avec une telle police et une telle justice, c'est fou ce qu'on se sent protégé !

☆

LA COUR DES MIRACLES

Une cour d'appel de New York vient de décréter que la mendicité n'était pas un droit protégé par la Constitution, donc qu'elle était interdite.

Pour supprimer la mendicité dans l'Etat capitaliste le plus riche de la planète, il suffirait donc à un tribunal d'en décider...

Fortiches, ces riches.

☆

L'ÉTAT CE N'EST PAS NOUS

La presse nous apprend qu'un haut fonctionnaire, chargé jusque-là de la vente d'armements, va passer du service de l'Etat à celui de Dassault où il a été embauché pour vendre des avions.

Au nom de l'Etat ou au nom de Dassault, il vendra toujours des «Mirage». Au nom du fric et du gouvernement, c'est toujours le contribuable qui entendra dire : «amène».

☆

POUR L'EAU IL NE MANQUE PAS D'AIR

Rappelant que le prix de l'eau est libre, Rocard s'est prononcé pour le financement de l'eau par l'usager. Déjà la presse annonce des hausses du simple au double en quelques années.

L'eau n'est pas vraiment rare en France, mais elle est de plus en plus polluée par les rejets industriels, par les engrais agricoles, et Rhône Poulenc entre autres y fait sa part de profits. Mais c'est aux particuliers que le gouvernement entend faire payer la note...

Bas salaires

LES MIETTES DE MITTERRAND

Mitterrand a convoqué le représentant du CNPF François Périgot, pour lui demander d'ouvrir des négociations par branche sur les bas salaires. Le représentant du patronat a répondu favorablement, tout en réclamant en échange un allégement des prélèvements pour les entreprises au titre des charges sociales. Ce serait du «donnant-donnant» en quelque sorte, où ce que donneraient les patrons leur serait rendu par les contribuables si, par exemple, une partie des cotisations sociales était fiscalisée comme l'envisagent tant le patronat que le gouvernement (en particulier pour les allocations familiales).

Par ailleurs, le ministre du Travail, Jean-Pierre Soisson, a indiqué que le gouvernement pourrait donner un *«coup de pouce»* au SMIC lors du prochain relèvement prévu au 1er juillet, tout en soulignant que *«les partenaires sociaux seraient mieux armés que le gouvernement pour revaloriser les bas salaires et assurer les progressions des carrières car ils pouvaient tenir compte de la santé de chaque secteur»*. Le ministre du Travail brandit la menace d'un *«coup de pouce»*, mais indique en même temps qu'il pourrait la remballer si les patrons suivaient la recommandation de Mitterrand.

Nul doute que Mitterrand attende de son intervention quelques avantages politiques pour lui - en particulier de faire remonter sa cote - en se donnant l'air de se préoccuper du «social» et de la «réduction des inégalités». Toutes les statistiques récentes concourrent à montrer que les inégalités se sont accrues, que les petits revenus ont diminué pendant que les gros augmentaient, que les bas salaires ont perdu plus de pouvoir d'achat que les autres, que le nombre de smicards a augmenté, etc. Et une dernière statistique, venant d'une étude du ministère du Travail, fait apparaître que 134 des 164 branches professionnelles, fixent des taux de salaires minima dont les plus faibles sont en dessous du SMIC. Ce qui signifie que les travailleurs concernés ne parviennent au minimum fixé par la loi qu'à l'aide de primes.

Le patronat ne souhaite pas de mesures générales ; il veut pouvoir différencier les salaires entre les branches, et c'est pourquoi il préfère les négociations par profession à un relèvement plus important du SMIC. Ceci dit, les incitations gouvernementales ne sont pas pour l'effrayer réellement. La santé économique des entreprises est plus que florissante, et cela fait maintenant au moins trois ans qu'elles font des bénéfices considérables, grâce essentiellement à la politique gouvernementale, «incitative», celle de la désindexation des salaires du coût de la vie, qui a conduit à des pertes de pouvoir d'achat considérables pour les salariés. A ceux qui ont perdu l'équivalent de 1 000 F, 1 500 F ou 2 000 F par mois, on pourrait redonner 1 %, 2 % ou 3 %, c'est-à-dire 50 F, 100 F ou 150 F - et encore pas à tous, puisque ce serait à voir par branche. C'est ça qui ferait «social», et encore plus si c'était après des heures de discussion autour du tapis vert avec les syndicats !

Reste qu'il n'en va pas seulement des calculs politiciens de Mitterrand pour remonter sa cote dans les sondages. Il en va aussi des intérêts bien compris des patrons, de ménager les syndicats en leur donnant «du grain à moudre», avant que les travailleurs ne se réveillent devant les fabuleux profits accumulés grâce à la baisse de leurs salaires, pour en réclamer leur part plus bruyamment qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent. Et l'Etat, par la voix du gouvernement, joue son rôle en veillant à mettre de l'huile dans les rouages - même si c'est au compte-gouttes - avant qu'ils ne grippent sans prévenir.

Quant aux travailleurs qu'on voudrait par ces tours de passe-passe maintenir dans la passivité, ils auraient tout à gagner à se «mêler» de la discussion, avec leurs propres moyens, leur propre force, celle que leur confère leur rôle indispensable dans la production des richesses, et à montrer qu'ils ne se contenteront pas des miettes qu'on voudra bien leur jeter.

Louis GUILBERT

Rocard et Périgot, le chef du CNPF, bien d'accord sur le dos des salariés.

Mérillon / Gamma

L'INTÉRESSEMENT C'EST INTÉRESSANT... POUR LES PATRONS

Un nouveau projet de loi concernant «l'intéressement» et la «participation», a été présenté au Conseil des ministres du lundi 14 mai. Il s'agissait pour l'essentiel, outre d'étendre la «participation» aux entreprises de 50 salariés - au lieu de 100 jusqu'à présent - de limiter le taux des primes «d'intéressement» distribuées.

Ce taux pouvait atteindre 20 % du total des salaires bruts versés dans l'entreprise. Depuis 1986, cette formule rencontre un succès grandissant auprès des patrons. En 1988, avec près de 7 300 accords d'intéressement signés entre patrons et syndicats, ce sont cinq milliards de francs qui ont été distribués à ce titre. Et, de par la loi sur «l'intéressement», ces sommes échappent à toute cotisation sociale. «L'intéressement» - qui peut être réparti de façon différente selon les catégories dans l'entreprise et favorise généralement les cadres - est donc devenu un moyen de remplacement aux révisions de salaires, un moyen d'autant plus tentant qu'il exonère les patrons de charges sociales sur les sommes affectées, des sommes qui peuvent ne pas être négligeables du tout puisqu'elles peuvent atteindre deux mois de salaire brut.

Alors qu'on entend périodiquement parler de «trou» de la Sécurité sociale, une telle pratique fait figure d'escroquerie. Le gouvernement n'a pas été cependant jusqu'à «moraliser» l'intéressement en supprimant purement et simplement l'exonération de cotisations sociales et en le ramenant aux règles qui régissent le restant de ce qui compose les salaires des travailleurs. Le projet de loi se contente de rabaisser le plafond des sommes consacrées à l'intéressement de 20 % à 8 % s'il n'y a pas par ailleurs d'accord sur les salaires dans l'entreprise, et à 12 % en cas d'accord salarial. Et il fixe un plafond individuel à 15 % du salaire annuel brut. Comme on le voit «l'intéressement» n'aura pas perdu de son intérêt pour les patrons.

Quant à nous travailleurs, notre intérêt n'est surtout pas de réclamer de participer sous quelque forme que ce soit aux bénéfices qui sont faits sur notre dos. Car ils sont le fruit de notre exploitation, c'est-à-dire de l'appropriation de notre travail par les patrons. Et réclamer de participer à notre propre exploitation, ce n'est pas ce qu'on peut faire de mieux. C'est donner notre bénédiction pour que notre salaire soit non seulement lié à l'accroissement de notre exploitation, et de surcroît, pour que nous soyons lésés au passage sur les remboursements maladie, sur le taux de notre retraite, sur nos cotisations sociales, et sur bien d'autres choses encore.

L.G.

ROUMANIE

Les élections du 20 mai

APRÈS ILIESCU, ILIESCU

Les élections parlementaire et présidentielle en Roumanie, les premières élections libres du pays, doivent avoir lieu le 20 mai. Les partis d'opposition au Front du Salut National, le Parti National Paysan et le Parti National Libéral, n'ont pas obtenu le report qu'ils demandaient en disant que seul le parti au pouvoir avait eu le temps et les moyens de faire sa campagne.

Manifestations contre le Front du Salut National, en guise de campagne électorale des partis d'opposition. (AFP)

Ion Iliescu, le chef de file et candidat à la présidence du FSN, et son parti sortiront-ils vainqueurs du scrutin de dimanche, comme la presse semble le prévoir ? Ou bien les partis d'opposition dont la campagne pour le report a servi en quelque sorte de campagne électorale pour dénoncer le parti au pouvoir comme un héritier du Parti Communiste, sans avoir besoin de promettre quoi que ce soit eux non plus, auront-ils tiré profit de cette dénonciation pour obtenir un nombre important de sièges ? On ne le saura qu'au vu des résultats.

Mais quels que soient ceux-ci, les élections ne changeront pas grand-chose au sort des Roumains eux-mêmes. Cette démocratie que les premières élections libres sont censées mettre en place risque fort de décevoir les attentes d'une large fraction de la population, dans un pays où la misère de l'immense majorité de celle-ci est telle que les privilégiés, que ce soit sous l'égide des héritiers du régime de Ceausescu ou des partis Libéral ou Paysan (pour ne pas dire du roi que certain parlent déjà de faire revenir), n'ont pas l'intention de faire aux couches pauvres de véritables concessions démocratiques, ni de leur laisser le droit de s'organiser et de s'exprimer pour les obtenir. Et on a déjà vu les couches dirigeantes et les hommes de l'appareil d'Etat (qui eux sont restés en place, et y resteront quel que soit le résultat des élections) faire le nécessaire pour dévoyer le mécontentement des couches populaires, notamment en les dressant les unes contre les autres par le biais des manifestations contre la minorité nationale hongroise.

Mais la presse rapporte que, tout à fait à côté de cette campagne électorale, la Roumanie connaît aujourd'hui un certain nombre de mouvements sociaux : grèves chez les routiers, dans les chemins de fer, dans les PTT. Les revendications concernent la plupart du temps les salaires.

Le gouvernement a bien pris, ces derniers temps, quelques mesures pour importer en Roumanie quelques vivres et marchandises supplémentaires afin d'achalander les commerces et de calmer le mécontentement ; mais cela risque de ne durer que le temps d'une campagne électorale. Par contre le vice-Premier ministre, chargé de l'économie, du gouvernement actuel a déclaré sans ambage que *«l'inflation sera, en Roumanie comme ailleurs, le prix à payer pour sortir de l'économie socialiste centralisée»*.

Le programme est clair. Après avoir connu les privations du fait du «socialisme» de Ceausescu, les masses populaires roumaines vont en connaître d'autres sous prétexte de sortir de ce «socialisme». Et les aléas des résultats électoraux entre le parti au pouvoir directement issu de l'ancien et le personnel politique qui voudrait prendre la relève n'y changeront rien. Le problème pour les opprimés sera dans tous les cas de revendiquer sérieusement leur dû, sans laisser dévoyer leur mécontentement sur la fausse voie des affrontements nationaux par des politiciens experts en toutes les manipulations.

Olivier BELIN

URSS

UN ASSASSINAT POLITIQUE ?

Derrière ce qui peut apparaître au travers des médias comme un certain silence de la classe ouvrière soviétique, des informations sporadiques permettent de savoir qu'il y a des hommes, des militants, qui existent, qui agissent.

Des informations venues de diverses sources font ainsi état de la mort récente d'un homme qui a été l'un des participants des grèves et des émeutes de Novotcherkassk en 1962, un mouvement important qui fut durement réprimé. Malgré plusieurs années de détention, malgré son état physique, cet homme continua à militer publiquement parmi les travailleurs de Novotcherkassk.

On l'a retrouvé mort près de son domicile victime d'une agression. Le courant anarchiste, dont il semble s'être réclamé (il se disait, paraît-il, «anarcho-bolchévik») pense qu'il s'agit d'un assassinat politique et que les autorités n'y sont pas étrangères.

Nous ne savons évidemment pas s'il y a beaucoup d'hommes comme P.P. Siouda au sein de la classe ouvrière soviétique, et nous ne savons pas non plus quelles étaient vraiment ses options politiques. Mais l'existence de tels militants et la façon dont les camarades de P.P. Siouda protestent contre son assassinat, en se réclamant du combat de la classe ouvrière, méritent à notre avis d'être connues :

«Camarades de combat !

Le 4 mai a été tué (à Novotcherkassk) Piotr Petrovitch Siouda, un vétéran du mouvement prolétarien, qui avait participé activement au soulèvement anti-stalinien des ouvriers de Novotcherkassk en 1962.

Le sang des ouvriers fusillés par les national-socialistes, sang dont les traces ne pourraient être lavées, même par les canons à eau des voitures de pompiers, ce sang battait dans son cœur, nourrissant une volonté inébranlable de se battre.

Ni la prison, ni la détention dans les asiles psychiatriques, ni la menace permanente d'être renvoyé de son travail ne réussirent à forcer P.P. Siouda à renoncer à ses convictions, à renoncer à défendre les intérêts de la classe ouvrière et les idéaux humanistes de la Révolution d'octobre. Et c'est pourquoi les autorités, persuadées de ne pouvoir le casser moralement, ont cherché à le faire disparaître physiquement.

(...) Notre camarade était un invalide (des suites de maladies contractées en détention). Un seul coup de pied au ventre pouvait lui être fatal : les assassins le savaient probablement.

Les ouvriers de Novotcherkassk ne verront plus aux entrées de leurs usines cet homme âgé et d'allure modeste distribuant des tracts.

On peut tuer l'homme, mais pas les idées. Elles appelleront de nouvelles générations à lutter. La meilleure façon d'honorer la mémoire de ce camarade, c'est de continuer son œuvre (...).

Et viendra le temps où les ouvriers demanderont des comptes et présenteront la note pour le sang des innombrables victimes de la fusillade de Novotcherkassk, pour le sang de P.P. Siouda, pour tous les ouvriers dont la vie et le destin ont été brisés par ce régime anti-ouvrier.»

Union Anarcho-Communiste Révolutionnaire».

Brésil

COLLOR DE LICENCIEMENTS

Grève de métallurgistes brésiliens en 1978.

Fernando Collor, le président de la République du Brésil, vient d'annoncer le deuxième volet de son plan de stabilisation, et notamment une vague de licenciements sans précédent parmi les employés d'Etat. Il prévoit en effet de licencier de 20 à 25% des 1 600 000 fonctionnaires. Il s'agirait, selon Collor, de faire un nouvel effort pour éradiquer l'inflation galopante qui depuis des années gangrène l'économie de ce pays.

Il y a un peu plus de deux mois, quand Collor avait décrété le blocage des avoirs bancaires, limitant ainsi la liberté d'action et donc la liberté de faire de l'argent de la petite et la moyenne bourgeoisie, il avait annoncé que l'Etat saurait lui aussi donner l'exemple de l'austérité... sur le dos de ses salariés s'entend, en jetant à la rue le cinquième ou le quart !

Pour faire avaler son plan «Nouveau Brésil», Collor cherche à démontrer que cet ensemble de mesures épargne les plus pauvres. Que pourraient bien avoir à perdre les millions de «plus pauvres» que compte le Brésil puisqu'ils n'ont ni avoir à bloquer, ni emploi à perdre ? Collor va même jusqu'à dire que les coupes claires dans les budgets d'Etat iront de pair avec un certain nombre de mesures sociales, en faveur des plus démunis.

Mais si ces propos montrent la crainte de voir la situation sociale devenir explosive, la crainte de voir des grèves ou des mouvements sociaux se développer, ils ne peuvent dissimuler que ce programme économique n'annonce rien de bon pour les catégories les plus pauvres de la population.

On sait déjà que les premières mesures de blocage des avoirs avaient eu pour conséquence directe une vague de licenciements dans un grand nombre d'entreprises privées. Quand les 1 600 000 fonctionnaires seront eux aussi jetés à la rue, cela se traduira, indirectement mais fatalement, par une dégradation du niveau de vie de l'ensemble des classes pauvres : ne serait-ce que parce que l'accroissement considérable du nombre des chômeurs fera encore pression sur le marché du travail et encouragera les patrons à baisser les salaires, à rendre l'emploi encore plus précaire et à augmenter, à tous les niveaux, l'exploitation. Contrairement à ce que dit Collor, son plan d'austérité – de quelque «volet» qu'il s'agisse – est taillé à la mesure des seuls intérêts des détenteurs de capitaux, des industriels, des banquiers brésiliens – ou de ceux du monde impérialiste qui ont investi dans ce pays ou ont prêté à l'Etat brésilien.

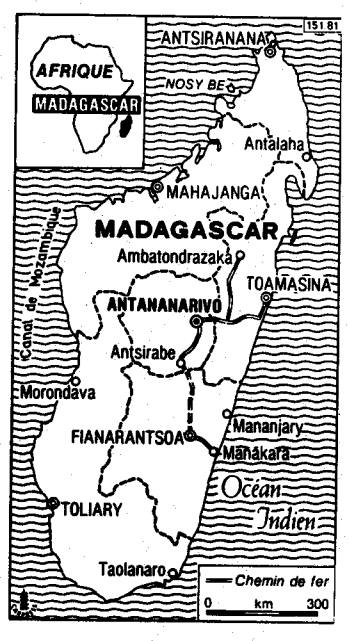
Reste à savoir si les travailleurs brésiliens, à commencer dans ce cas par les fonctionnaires d'Etat, vont se laisser faire. Il existe au Brésil une classe ouvrière importante, relativement organisée et des traditions de lutte. Elle peut ne pas réagir et se laisser abuser, entre autres, par l'arrêt momentané d'une inflation qui minait jusque-là le pouvoir d'achat des plus démunis. Elle peut aussi se laisser diviser et se battre en ordre dispersé – entre chômeurs et actifs, entre fonctionnaires et travailleurs du privé. C'est sans doute ce que le gouvernement voudrait.

Mais si la colère monte, elle peut aussi devenir rapidement contagieuse et explosive.

Henriette MAUTHEY

Madagascar

COUP D'ÉTAT MANQUÉ SUR FOND DE CRISE



Plusieurs personnes ont été tuées et blessées, dimanche 13 mai, à Antananarivo, la capital de Madagascar, lorsque la police a dispersé une foule de plusieurs milliers de personnes (7 000 à 8 000) rassemblées devant la Radio nationale, avant d'arrêter un commando qui s'était emparé de l'immeuble radio d'où il avait annoncé la chute du président-dictateur Didier Ratsiraka.

C'est la deuxième fois en un an qu'un commando d'une dizaine de personnes tente de renverser le régime en place. Cette fois, l'intervention de la police a déclenché des affrontements de rue et des scènes de pillage dans les principales artères de la capitale. Les manifestants, jeunes, lycéens ou étudiants pour la plupart, sont descendus dans la rue affronter les forces de police, cassant les vitrines et les voitures.

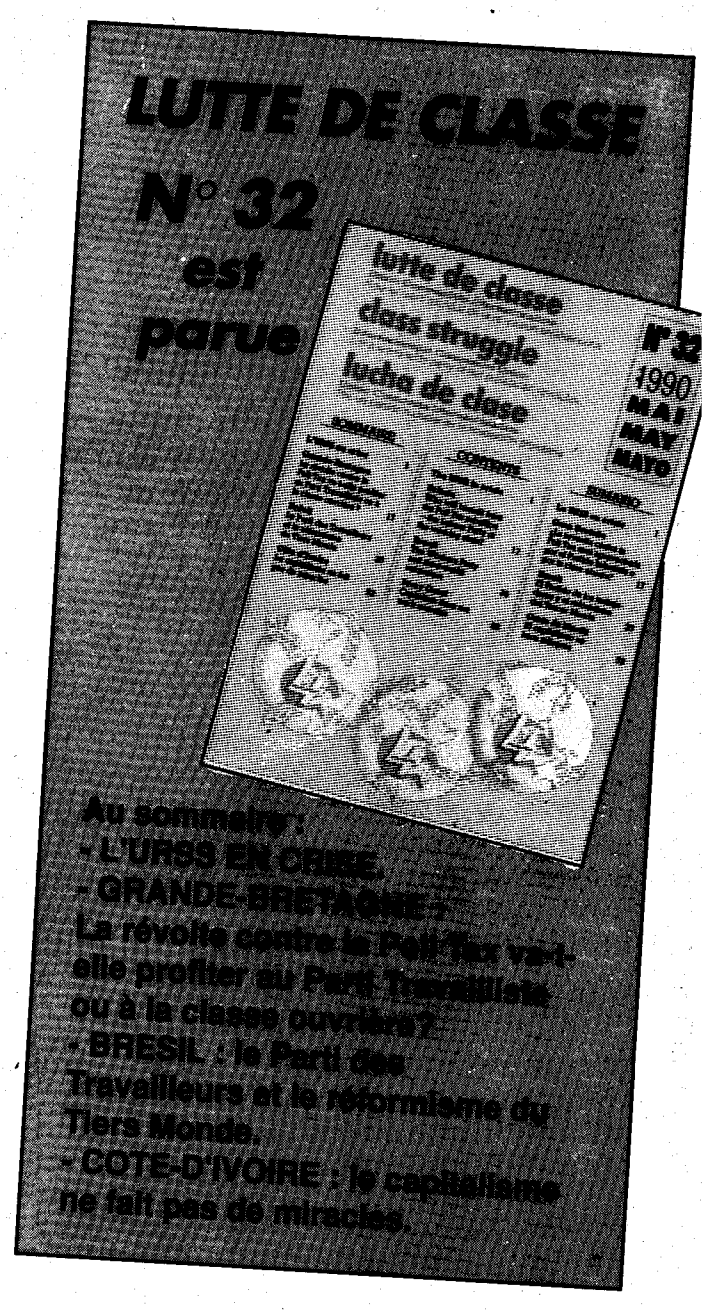
Quelques heures ont été nécessaires au gouvernement en place avant qu'il n'annonce sur une autre fréquence radio que le coup d'Etat avait échoué. Et ce qu'on peut remarquer c'est que, malgré la faiblesse apparente du commando qui n'était pas relayé dans les autres villes du pays et qui n'appartient pas à un mouvement d'opposition officiel et connu, son simple appel annonçant la chute du président a entraîné des milliers de jeunes manifestants dans son sillage.

Car Madagascar est frappée par la crise. Ile de la vanille, du café et de la girofle, Madagascar paye très cher la baisse de ses produits sur le marché mondial. Et si depuis un an le pays a renoué avec la croissance (plus 4 % en 1989), les pauvres n'en ont semble-t-il pas profité. Un million de Malgaches sur 11 millions vivent en dessous du seuil de pauvreté. La dette extérieure est écrasante – 105 % du PNB – et pompe toutes les ressources du pays. Et la médecine du FMI, là comme dans les autres pays africains, a fait durement sentir ses effets. Le franc malgache est tombé, l'inflation est considérable. Les importations sont réduites de façon drastique, sans que la production locale parvienne à satisfaire les besoins.

Alors, la jeunesse – étudiante ou pas – qui n'a d'autre avenir que le chômage, connaît depuis plusieurs années un malaise qui l'a amenée à plusieurs reprises à se manifester.

L'impérialisme français – dont Mitterrand en bon commis voyageur doit aller dans quelques semaines défendre sur place les intérêts – porte la part principale des responsabilités dans cet état de misère chronique. Ce sont les compagnies françaises qui, après s'être enrichies des années du pillage colonial direct, restent parmi les principaux clients et fournisseurs de l'économie malgache et contribuent à son actuel étranglement.

Cécile BERNIER



les 2 - 3 - 4 juin

LA FÊTE à Presle

La fête de Lutte Ouvrière sera cette année la vingtième. Elle sera, comme toutes celles qui l'ont précédée, un vaste rassemblement populaire.

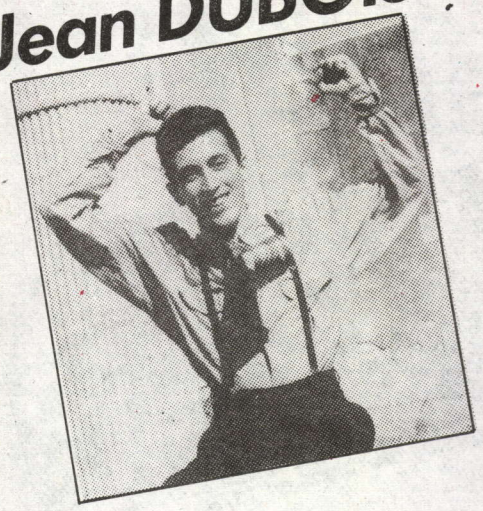
Elle offre, dans le cadre champêtre d'un parc : des spectacles de qualité sur deux scènes centrales, des animations (fanfares, clowns, humoristes) dans toutes les allées, des jeux pour les petits et les grands.

Des centaines de stands vous proposeront des spécialités gastronomiques de toutes les régions de France, voire du monde.

Des écrivains, des scientifiques parleront de leurs travaux, de l'actualité médicale.

Des débats sur divers sujets, politiques ou sociaux, sont organisés en permanence.

Jean DUBOIS



SAMEDI

PODIUM CENTRAL

JOURNALS STAFF, Rock.
"DOUCEMON LA VIE", Orchestre Cajun.
ROMAIN DIDIER, Chansons.
THE CHANCE ORCHESTRA, "La Nuit du rythm'n blues et de la soul music".

THEATRE DE VERDURE

ME AND MY CAT, Rock.
JEAN-PIERRE BRETECHE, Chansons (Humour et Tendresse).
URBANIA, Jazz-Rock.
LES TUEURS DE REVE, Rock alternatif.

DIMANCHE

PODIUM CENTRAL

DANIEL VIGLIETTI, Chanteur uruguayen.
MICHEL LEGRAND, Jazz et chansons.
CHEB KADER, Raï.
RICKY NORTON, Rock and Roll des années 60.
JOE LEE WILSON, Jazz-Blues.

THEATRE DE VERDURE

ZERO COMICS, Rock.
"LE SOLEIL BRILLERA TOUJOURS", Récital de chansons plébéiennes de 1789 à nos jours.

"CHABROL JOUE" : Le Paris des années 1950 et la naissance de la société de consommation ; de et par Jean-Pierre CHABROL.

LUNDI

PODIUM CENTRAL

FLORENCE LEAUD, Chanson française.
LE QUATUOR DES DEUX MONDES, avec MIGUEL ANGEL ESTRELLA, OMAR ESPINOSA, JOSE LUIS CASTINEIRA, RAUL MERCADO.
BILL DERAIME : "Toujours du bleu", Blues.

THEATRE DE VERDURE

SUCRE D'ORGE, Chanson française - Rock exotique.
HOTTENTIC, Chansons poétiques.
JEAN DUBOIS, Swing.

ANIMATION.

Dans les allées de la Fête

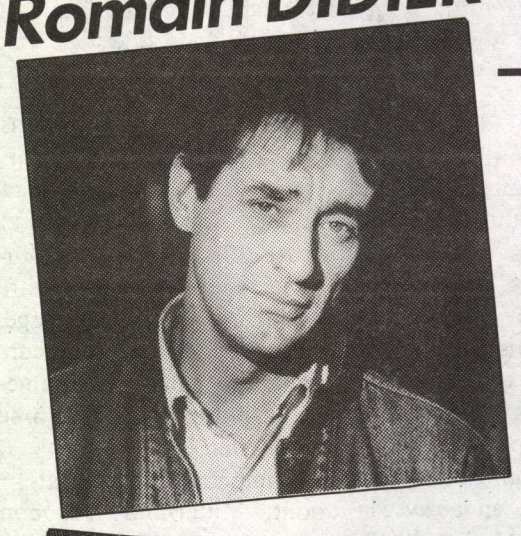
Les 3 jours : NONO, clown et parodiste.

DIMANCHE : la fanfare MONA LISA KLAXON.

LUNDI : THE BECHET LEGACY, Quartet de Jazz New Orleans.

Cheb KADER

Romain DIDIER



TROIS JOURS NON-STOP

La fête commence le samedi 2 juin à 12 heures et dure jusqu'à 23 heures.

Elle rouvre le dimanche 3 juin à partir de 8 heures du matin, et la journée se termine dans la nuit du dimanche au lundi par un bal sur musique enregistrée. Elle continue de battre son plein le lundi pour finir à 20 heures.

LA GUINGUETTE

Samedi :
Thé dansant de 16 h à 17 h 30.
Bal musette de 20 h 30 à 22 h 30.

Dimanche :
Apéritif dansant de 11 h 30 à 17 h 30.
Thé dansant de 16 h à 17 h 30.
Bal musette de 20 h 30 à 22 h 30.

Lundi :
Apéritif dansant de 11 h 30 à 17 h 30.
Thé dansant de 16 h à 17 h 30.

LE CHAPITEAU SCIENTIFIQUE

A toute heure vous pourrez suivre, en 45 minutes, l'évolution humaine des australopithèques aux premières civilisations.

Vous voyagerez dans le temps tranquillement assis, et vivrez toute l'évolution. Dans le bon sens, rassurez-vous !

NATIVE SON

Parmi les films que nous programmons cette année à la fête, signalons particulièrement NATIVE SON (UN ENFANT DU PAYS) de JEROLD FREEDMAN.

Excellente adaptation américaine de l'œuvre célèbre du romancier noir américain RICHARD WRIGHT, ce film, sorti confidentiellement en mai 1988, boudé par la critique, fut retiré de l'affiche aussitôt. La fête est une occasion unique pour le voir.

DÉBATS

Nous pouvons annoncer d'ores et déjà les débats suivants :
Débats :
– à propos du film : «HISTOIRE D'OROKIA», débat avec Jacques OPPENHEIM, animé par les camarades de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes ;
– à propos de «LA VIE ET RIEN D'AUTRE», avec Jean COSMOS, scénariste du film.
Dimanche 18 : Débat avec Fernando ARRABAL et Jean-Pierre MOCKY suite à la projection de : «VIVA LA MUERTE» sur le thème : «La cérémonie de la confusion».

DE LUTTE OUVRIÈRE
s dans le Val-d'Oise

L'entrée coûte 40 F si vous vous procurez votre carte à l'avance, et 50 F sur place ; elle donne accès à tous les spectacles, animations et séances de cinéma pendant les trois jours.

CINÉMA

Deux cinémas permettront de voir ou revoir des grands films, ou d'autres moins connus, qui passeront quasiment en permanence.
(Le programme et les heures de projection seront disponibles à la fête).
Nous pouvons d'ores et déjà annoncer :

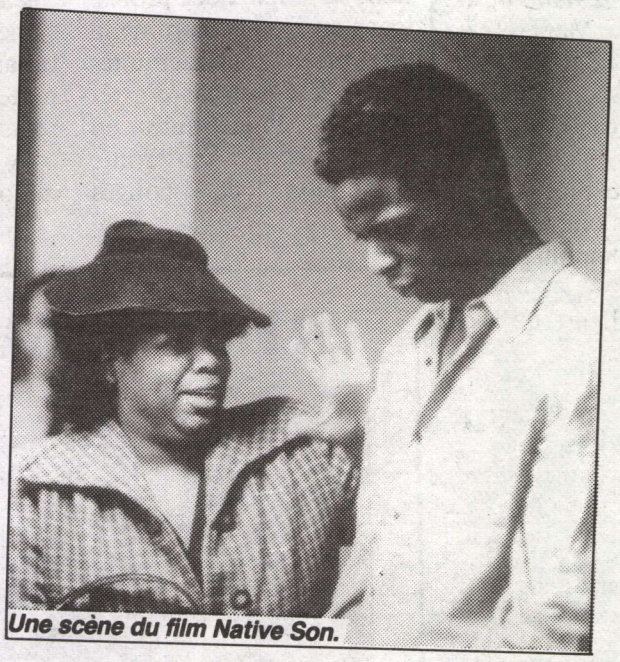
BORIS GODOUNOV de ANDRZEJ ZULAWSKI.
MAMAN de ROMAIN GOUPIL.
NATIVE SON (UN ENFANT DU PAYS) de JEROLD FREEDMAN.
LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE d'ÉTIENNE CHATILLIEZ.
LA VIE ET RIEN D'AUTRE de BERTRAND TAVERNIER.
VIVA LA MUERTE de FERNANDO ARRABAL.
LA BOCA DEL LOBO (LA GUEULE DU LOUP) de FRANCISCO LOMBARDI.
LES FOLLES ANNÉES DU TWIST de MAHMMOUD ZEMMOURI.
HISTOIRE D'OROKIA de JACQUES OPPENHEIM et SOU JACOB.
LE PETIT DIABLE de ROBERTO BENIGNI.
LE TEMPS DU GHETTO de FRÉDÉRIC ROSSIF.
KANAL (ILS AIMAIENT LA VIE) de ANDRZEJ WADJA.

CINÉMA DE NUIT

WIZARDS (LES SORCIERS DE LA GUERRE) de RALPH BAKSHI.
TARZOON LA HONTE DE LA JUNGLE de PICHA.

AUDIOVISUELS MULTIRAMAS SUR GRAND ÉCRAN

LE MONDE CHANGE : 25 siècles d'évolution des idées sur l'évolution.
LA CRISE DU MONDE CAPITALISTE : du krach de 1929 à la Deuxième guerre mondiale.
NOS ANCÊTRES DU XXe SIÈCLE : la vie au XXe siècle racontée aux enfants de l'an 3000.
L'ÉVOLUTION DES ÊTRES VIVANTS : des hypothèses aux certitudes.
1789-1794 : LA RÉVOLUTION.

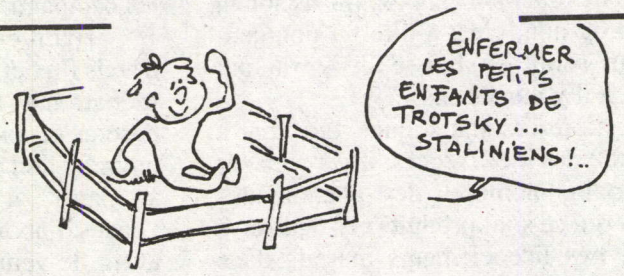


Une scène du film Native Son.

LA FÊTE POUR LES ENFANTS

Une crèche située près de l'entrée accueillera les tout-petits qui resteront sous la garde de personnes compétentes.

Par ailleurs, une Place aux Jeunes offre aux enfants un peu plus grands, mais encore trop jeunes pour se promener librement dans la fête, de multiples distractions et jeux, là encore sous la surveillance de camarades.



DE PROVINCE LES DÉPARTS PRÉVUS EN CAR...

À l'Est...

- Lunéville : samedi 2 juin à 7 h 15, place des Carmes.
- Nancy : samedi 2 juin à 8 h, place Croix-de-Bourgogne.
- Metz : samedi 2 juin à 8 h, gare SNCF côté départs.

... Au centre...

- Orléans : samedi 2 juin à 8 h, gare SNCF d'Orléans (N20).
- Bourges : samedi 2 juin à 6 h, parking du Centre nautique.
- Vierzon : samedi 2 juin à 6 h 30, parking du lycée technique.
- Châteauroux : samedi 2 juin à 6 h 30, parking de la cathédrale.
- Limoges : samedi 2 juin à 4 h 30, parking du parc des Expositions.
- Nevers : samedi 2 juin à 5 h 30, parking de la Maison de l'Agriculture.
- Montargis : samedi 2 juin à 7 h, gare SNCF.
- Clermont-Ferrand : samedi 2 juin à 7 h 30, gare routière.

... À l'Ouest...

- Lorient : samedi 2 juin à 5 h 15, Cité Allende.
- Rennes : samedi 2 juin à 7 h 30, gare routière.
- Saint-Brieuc : samedi 2 juin à 6 h 30, Champ de Mars.
- Angers : samedi 2 juin à 8 h, place Saint-Serge.
- Saint-Nazaire : samedi 2 juin à 6 h, gare SNCF.
- Nantes : samedi 2 juin à 7 h, place Viarmes.
- Cholet : samedi 2 juin à 7 h, Salle des Fêtes.

... Au Nord...

- Lille : samedi 2 juin à 6 h et 9 h et dimanche 3 juin à 7 h, place des Buisses (Gare SNCF).

... et au Sud.

- Grenoble : vendredi 1er juin à 23 h, gare routière (près gare SNCF).

Et puis d'autres départs...

... qui seront annoncés dès que possible.

ET UN TRAIN ROUGE !

Au départ de Toulouse samedi 2 juin, via Bordeaux, Angoulême, Poitiers et Saint-Pierre-des-Corps.

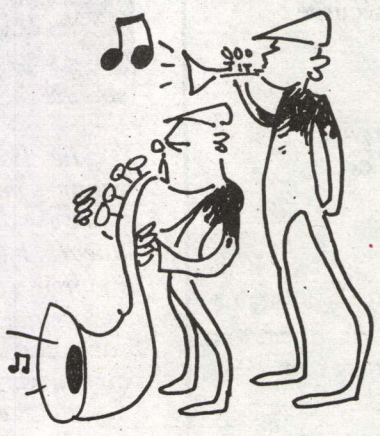
Pour ceux qui aiment le jazz :

JAZZ CITY

Jazz City c'est :
- un petit déjeuner à déguster en musique, le dimanche et le lundi matin, en écoutant ou en participant à un :
- «bœuf» ouvert à tous les musiciens, amateurs ou pas ;
- une aire d'animation où l'on trouve en vente livres, disques, CD et brochures sur le jazz ;
- des projections de concert en vidéo ;
- et bien sûr plus de 30 heures de concert. Nous pouvons annoncer dès maintenant :

Samedi : le trio KALIOPES, le JAZZ QUINTET et l'orchestre de blues de Joe RUSH.
Dimanche : NOW BLUES QUARTET (Be-bop), Philippe BIROT Trio (jazz-rock) et le quintet de Thierry BRUNEAU.
Lundi : le groupe de blues GRANIT et le groupe de jazz moderne ATTILA.

Enfin, bal «jazz» dans la nuit du dimanche au lundi, jusqu'à épuisement des participants !



L'emploi des étrangers en France

D'après l'enquête annuelle de l'INSEE sur l'emploi et d'autres enquêtes en provenance du ministère du Travail, le nombre de travailleurs étrangers en France diminue. Le nombre d'étrangers résidant en France est à peu près stable depuis trois ans - 3 500 000 personnes environ - mais, toutes nationalités confondues, les étrangers ne représentaient en mars 1989, d'après l'INSEE, que 6% environ des *"actifs occupés"* qu'ils soient salariés ou non, c'est-à-dire un pourcentage qui serait en baisse de 2,6% par rapport à il y a trois ans.

Derrière ces statistiques, qui vont à l'encontre des idées reçues, il y a bien sûr un certain nombre de phénomènes sociaux qui se sont produits ces dernières années. Les licenciements massifs dans une partie de l'industrie - Automobile, Sidérurgie - où les travailleurs étrangers étaient particulièrement nombreux, les mises au chômage accompagnées ou non de "retour au pays" ont certainement eu une incidence sur la proportion des étrangers dans la population active. Et si des jeunes ont remplacé des anciens dans les usines, ce sont en partie des jeunes de nationalité française, y compris parce qu'ils appartiennent à la "seconde génération" de l'immigration.

Bien sûr, ces chiffres ne rendent pas compte de tout et ne tiennent pas compte, en particulier, des travailleurs clandestins. Mais ils reflètent à leur manière une situation où le patronat a moins recours à l'immigration pour assurer ses besoins en main-d'œuvre - ne serait-ce que parce que, conséquence du chômage, il peut disposer maintenant d'une main-d'œuvre jeune, qualifiée ou non, à bon marché, sans avoir besoin d'aller la recruter dans les campagnes du Tiers Monde.

Traditionnellement, c'est au travers de tels flux et reflux de main-d'œuvre que le patronat français a fait face à ses besoins et constitué en France, une classe ouvrière non pas "française", mais formée à partir d'immigrations successives venues d'abord des campagnes françaises avant de venir d'Espagne, d'Italie ou de Pologne, puis des pays du Maghreb ou d'Afrique Noire.

Car le patronat n'est pas raciste quand il s'agit de trouver de la main-d'œuvre. Le racisme, il le réserve et l'entretient à l'usage des exploités pour faire croire à ceux-ci qu'ils ont entre eux des intérêts opposés. Mais pour un patron, un ouvrier est un ouvrier.

Il ne reste aux travailleurs qu'à en être conscients, eux aussi...

S. F.

Dans les associations

MAIRIE PC ET PATRON DE CHOC

A Fontenay-sous-Bois, Val-de-Marne, nous sommes 180 animateurs employés à l'Association Enfance et Loisirs gérée par la Mairie. 44 d'entre nous sont à temps complet et les autres à temps partiel. Nous sommes en conflit avec la Mairie depuis le printemps dernier.

Nous demandons l'application de la convention collective signée en juin 1988 entre les syndicats et un certain nombre d'associations, convention étendue par décret gouvernemental en janvier 1989 à l'ensemble des associations de ce type comme les centres aérés, etc.

Cette convention nous donnerait les droits sociaux élémentaires en vigueur dans la plupart des professions en France comme la perception d'indemnités journalières en cas d'arrêt maladie, d'indemnités en cas de congé maternité, l'obtention de congés payés... Cette convention ferait passer notre salaire de 310 F actuellement à 489 F par jour travaillé.

Les différentes démarches que nous avons entreprises, les distributions de tracts à la population et aux parents, manifestation devant la mairie, grève de la faim de trois d'entre nous en juin dernier et de deux fin avril, début mai de cette année, n'ont pas fait changer d'avis le maire.

Alors que jusqu'ici, la fédération CGT de l'Education, de la Recherche et de la Culture (FERC) nous soutenait, la Mairie (PC) avec l'aide de l'Union Locale CGT n'ont pas cessé leur pression pour que nous abandonnions, nous convoquant individuellement pour nous faire signer des contrats au rabais avec menace de perte d'emploi en cas de refus.

A la longue, une grande majorité d'entre nous a accepté de signer des contrats individuels bien au-dessous de la convention collective. Du coup, la Mairie voudrait se débarrasser des plus combatifs d'entre nous en nous licenciant. Nous avons porté l'affaire devant les prud'hommes...

La Mairie de Fontenay a beau tenter de se justifier en invoquant des problèmes de budget, son comportement de choc est loin de faire l'unanimité parmi les parents d'élèves et la population de Fontenay. Et en tant que travailleurs de l'Association Enfance et Loisirs, nous n'avons pas abandonné le projet de faire appliquer la convention collective, convaincus que nous sommes dans notre bon droit. Notre colère peut nous amener à une riposte plus importante et surtout plus collective...

DES ANIMATEURS DE FONTENAY

En bref

PROFITS MEURTRIERS

Les ouvriers anglais employés au percement du tunnel sous la Manche vont déposer leurs outils pendant un mois, pause nécessaire à l'amélioration de la sécurité. Ainsi en ont décidé les responsables du chantier après une série d'accidents qui ont fait six morts et un blessé grave.

Il aura fallu simplement 6 morts et un jeune homme grièvement blessé pour que les compagnies Eurotunnel et Transmanche se décident à consacrer du temps et de l'argent à la sécurité.

PARIS : TERRAIN DE CHASSE DES PROMOTEURS

Un nouveau coup de force a été réalisé le 11 mai dernier, dans le dix-neuvième arrondissement de Paris, contre des locataires. Des vigiles privés de la SOGAREMA (société présidée par le premier adjoint de Chirac) ont tout cassé dans un immeuble dont les locataires payaient régulièrement leur loyer...

Ces locataires n'avaient pas accepté des propositions de relogement en lointaine banlieue, ou en foyer, ou encore à des prix inabordables pour eux.

Les promoteurs font donner leurs gros bras, avec l'appui de Chirac !

UN PREMIER MAI PAS COMME LES AUTRES

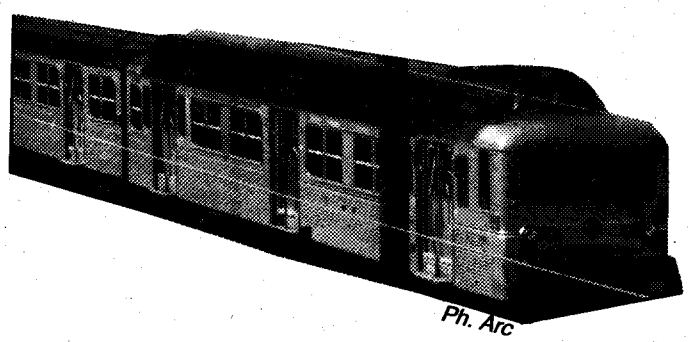
(LO)

Le 1er mai, à l'initiative d'une section syndicale CGT des Mines de Potasse d'Alsace, environ 150 mineurs, leurs familles et des ouvriers de différentes entreprises de la région ont occupé pacifiquement avec jeux, brochettes, spectacles, expositions, le carreau de la mine Marie-Louise à Staffelfelden. Ils voulaient ainsi affirmer tout à la fois, leur volonté de lutte pour une augmentation de salaire pour tous et leur désir que les ouvriers des différentes entreprises se rencontrent, apprennent à se connaître et discutent des moyens à mettre en œuvre pour mieux se défendre.

Devant ce petit défi, le patron, dans un premier temps, avait parlé d'envoi de CRS mais finalement s'est contenté de limiter la zone d'occupation par une corde à ne pas dépasser.

Ligne C du RER

S'ORGANISER ET FAIRE RECULER LA DIRECTION SNCF, C'EST POSSIBLE


Ph. Arc

Au courant du mois d'avril, quatre jeunes agents de train recevaient un avis de licenciement de la part de la direction SNCF. Ils n'avaient en effet pas réussi leurs examens sanctionnant un stage de plusieurs mois, bien qu'ils n'aient rien eu à se reprocher sur leur travail au cours de cette période.

C'est la première fois que la SNCF prononce ainsi ouvertement de tels licenciements ; jusqu'ici, dans une telle situation, elle trouvait un moyen ou un autre pour proposer à celui qui avait échoué à son examen une autre filière par exemple. Et puis, aux yeux des cheminots du secteur, régulièrement confrontés aux problèmes dus au manque d'effectifs, il paraissait tout de même choquant que ces jeunes, pour certains faisant le même travail qu'eux depuis un an, soient renvoyés alors que le nombre de postes prévu officiellement par la direction n'est pas complet.

Mais y avait-il une chance de pouvoir faire reculer la SNCF, visiblement décidée à s'installer dans une politique de sélection d'embauche effrénée (elle avait procédé par exemple à l'examen de 1 000 propositions d'embauche pour n'en retenir que 45) ? Cela signifiait passer par-dessus les difficultés d'organisation dues à l'absence de concordance d'horaires entre tous, et au fait que le secteur de travail s'étend sur toute la banlieue Paris-Sud-Ouest. Cela signifiait également passer par-dessus certains préjugés pouvant séparer les stagiaires, et ceux qui ont le «statut» de cheminot.

Quelques-uns de ces jeunes, parmi lesquels des licenciés eux-mêmes, firent ce pari. S'organiser en ne comptant d'abord que sur eux-mêmes pour se donner le maximum de chances d'avoir ensuite les soutiens possibles ailleurs, du côté des cheminots, des organisations syndicales, cela s'est montré payant. Un «Comité contre les licenciements» a été mis sur pied, éditant ses affichettes collées un peu partout sur le réseau (*«Pas de licenciement, c'est possible» ; «Kiwi pour les uns, Kinon pour les autres», «La nouvelle carte jeune = la carte de l'ANPE»...),* diffusant ses tracts, mais comptant essentiellement sur les discussions en tête-à-tête, personnelles, avec tous leurs camarades de travail, plusieurs centaines sur le secteur. En quelques jours, ce travail de taupe commençait à faire sentir ses effets. De proche en proche, tout le monde était maintenant concerné. Partout, on sentait une volonté des agents de train et même des agents de conduite de soutenir les jeunes.

Le 4 mai, le comité décidait, après une entrevue sans lendemain avec la direction, d'appeler les jeunes comme les cheminots à un rassemblement pour le 14 mai et, avec le maximum de monde réuni, d'exiger de la direction de la Région Atlantique le retrait des licenciements. Le comité demandait publiquement aux organisations syndicales de déposer un préavis de grève, permettant à ceux qui travaillent de se rendre au rassemblement et aussi de décider sur place la suite de l'action.

Si FO et la CFDT acceptaient sans problème de déposer ce préavis, la CGT se fit plutôt tirer l'oreille. Elle parlait de préavis pour... le 15 mai, sous prétexte qu'elle devait être reçue par la direction ce jour-là. Mais, fort heureusement, et sans doute grâce à la détermination du comité, la CGT se décidait à appeler pour le 14, même si c'était sous la forme d'une Assemblée générale. Dès le début, les jeunes ont eu à composer avec cette attitude de la CGT, décidant seule et sans leur avis, comme pour la pétition qu'ils ont remise à la direction à l'occasion de la journée d'action des fonctionnaires le 26 avril. Mais ils n'ont finalement pas été ébranlés par ces petites manœuvres. Par leurs discussions, ils ont obtenu l'estime des cheminots, et du coup, décidé les organisations syndicales à se rallier à leur proposition.

C'est cela qui a permis de gagner. Sans même attendre le 14 mai, la direction SNCF annonça, dès la veille du week-end des 12 et 13 mai, qu'elle revenait, sur le fond, sur les quatre licenciements. Les quatre jeunes sont embauchés comme contractuels en gare avec, au bout de six mois, la possibilité de passer un examen donnant accès au cadre permanent. Comme quoi, quand on s'organise pour se faire entendre, bien des choses deviennent possibles, même à la SNCF.

Correspondant LO

LA SNCF PINCÉE PAR LES TRIBUNAUX

Au mois de mai 1989, constatant que les perceptions que les contrôleurs font sur les trains (quand par exemple des voyageurs sont sans billet) étaient bien maigres et parfois même inexistantes, la direction de la SNCF avait procédé à des retenues sur salaire pour *«travail partiellement effectué».* Ces retenues avaient atteint, pour certains contrôleurs, jusqu'à 3.000 F. Y avait-il eu «grève de la pince» ou non, telle était la question...

En tout cas, les cheminots estimant ces retenues injustifiées avaient porté plainte devant les tribunaux.

En début d'année, le tribunal des Prud'hommes de Gap avait donné raison aux cheminots de Veynes et avait condamné la SNCF à rembourser les sommes indûment retenues, ainsi qu'à verser 500 F de dommage et intérêt à chaque cheminot et une astreinte de 50 F par jour si elle refusait d'obtempérer.

A Clermont-Ferrand, la SNCF, ne se sentant peut-être pas tout à fait dans son bon droit, avait remboursé les cheminots par chèque juste après la réunion de conciliation, sans attendre le jugement.

Le 3 mai, à Chambéry, le tribunal des Prud'hommes a lui aussi condamné la direction régionale à rembourser les 193 cheminots plaignants.

C'est une victoire sonnante et trébuchante mais surtout morale pour les cheminots; pour une fois, la direction s'en est tirée ...à ses frais !

Correspondant LO

Vendredi 27 avril, à Peugeot-Sochaux, un de nos camarades de la Centrale thermique est mort dans des conditions particulièrement atroces.

La centrale thermique est le secteur où sont localisées toutes les chaudières produisant le chauffage de toute l'usine. Un travailleur de 51 ans avait été chargé de nettoyer une trémie d'approvisionnement. Suspendu au bout d'une corde, il devait nettoyer les parois d'une espèce d'entonnoir plein de charbon. Résultat : il fut aspiré par un trou d'air et fut enseveli et asphyxié malgré l'intervention des camarades de son secteur qui tentèrent vainement de le dégager le plus vite possible.

Les conditions mêmes de cet accident, la descente d'un homme dans des tonnes de charbon au bout d'une corde tenue par un de ses camarades de travail, sont particulièrement choquantes. Fallait-il la mort d'un homme pour s'apercevoir que c'était dangereux et trouver des solutions pour éviter un tel accident? Cela dans une usine dite la plus moderne d'Europe, où l'on robotise pour accroître la productivité du travail comme dans toutes les autres...

TOUT POUR L'ÉPATE, RIEN POUR LE PERSONNEL ET LES MALADES

LA LOGO MANIE

«L'hôpital-entreprise», tel est le mot clé qui fleurit dans les discours des directeurs d'hôpitaux de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP). Et avec ce terme, qui est tout un programme, le jargon marketing envahit les brochures de propagande des hôpitaux.

Les hôpitaux doivent maintenant *«se positionner»* sur le marché, chercher des *«créneaux»*, soigner leur *«image de marque auprès de la clientèle»*, et bien sûr et surtout, prendre garde *«à la concurrence»*...

Cette évolution est une véritable aubaine pour toute une mafia de sociétés de conseils, de groupes de réflexions, de cabinets d'audit divers et variés.

Ainsi, par exemple, l'AP-HP a décidé de changer son logo pour mettre en valeur son activité hospitalière et réduire la notion d'assistance publique. Coût de l'opération : 3 millions de francs, car, outre la société qui a imaginé le nouveau logo, il va falloir changer les en-têtes des lettres, documents divers et variés, dessins sur les ambulances, les blouses, etc. Cette vogue des logos touche également les divers hôpitaux, qui possèdent maintenant quasiment tous leur propre logo pour se *«positionner par rapport à la concurrence»*.

A la fin 1989 également, l'AP-HP a réalisé un «audit social» auprès du personnel, d'où il ressort après dépouillement des questionnaires que la majorité du personnel se plaint des salaires, du manque de formation et des conditions de travail ! Un scoop... qui lui aussi a coûté quand même 3 millions de francs !

Comme quoi, à l'AP-HP, il y a quand même un peu d'argent... à gaspiller !

Les 9, 10, 11, 12 mai s'est tenu à Paris le 3e Salon infirmier européen, organisé par la revue* L'infirmière magazine. *Un salon où, pour la première année, se tenait une "Bourse de l'emploi"; plusieurs dizaines d'hôpitaux venaient vanter la qualité de leurs services, et la douceur d'y travailler... L'hôpital Beaujon organisait même, à partir du Salon, une visite en car guidée de l'établissement, avec le repas du midi offert.

Voilà une démonstration spectaculaire des besoins criants des hôpitaux en personnel, en particulier infirmier. Oui, certains hôpitaux, en particulier ceux de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), ont du mal à garder leur personnel infirmier et à en recruter. Les raisons en sont simples : les salaires, les conditions de travail.

Pourtant, le ministre de la Santé, présent lors de l'inauguration du Salon, ou les différents représentants du ministère lors des débats, n'ont rien annoncé de bien nouveau. Et en particulier pas de modification réelle en ce qui concerne les effectifs des personnels hospitaliers et leurs rémunérations : c'est toujours la gestion de la pénurie qui est à l'ordre du jour dans les hôpitaux publics !

OUVERTURE PROCHAINE D'UN RAYON BRICOLAGE

Hôpital de Bicêtre (Val-de-Marne)

L'hôpital du Kremlin-Bicêtre connaît, lui aussi, les problèmes de manque de personnel. Là comme ailleurs, dans ce CHU *«en pleine expansion»*, comme aime à le dire son directeur, c'est le bricolage et l'irresponsabilité qui caractérisent la politique de la direction de l'hôpital.

Les problèmes d'effectifs ont d'abord été traités par le développement des heures supplémentaires. Une liste a été établie par l'infirmière générale, liste contenant des volontaires acceptant de travailler sur leurs jours de repos moyennant un paiement en heures supplémentaires, et que la direction envoyait dans les services en fonction des besoins ; en évitant de préférence de les envoyer dans leurs propres services... Mais apparemment, les volontaires se font de plus en plus rares.

Autre bricolage, le recours aux intérimaires, mais il coûte trop cher. Aussi, les «intérimaires» sont de plus en plus des élèves infirmières de 3e année, voire même de 2e année. A tel point que, récemment, on a vu, en Pédiatrie, un service fonctionner le week-end avec uniquement des intérimaires et des élèves !

De plus, depuis un mois environ, une réunion hebdomadaire rassemble les surveillantes générales de l'établissement pour tenter de boucher les trous au niveau de l'hôpital, au coup par coup, en particulier pour les week-ends des mois de mai et juin où les jours fériés rendent le problème encore plus aigu que d'habitude... Il paraît que cette réunion tient d'ailleurs beaucoup plus de la foire d'empoigne que de la traditionnelle et paisible réunion de travail habituelle !

Tous ces bricolages n'ont bien sûr qu'un seul et même objectif : arriver à faire tourner tant bien que mal (et surtout plutôt mal que bien) l'hôpital sans avoir... à embaucher !

Correspondante LO

Manque de personnel

LE PROBLEME NE SE... STASSE PAS

Ph. Arc

Un peu trop sûr de lui, le nouveau directeur général de l'Assistance publique, François-Xavier Stasse.

François Xavier Stasse, le nouveau directeur de l'Assistance publique–Hôpitaux de Paris, a annoncé récemment certaines décisions censées pallier les problèmes d'effectifs, en particulier pour les infirmières. Pour les cinq ans à venir, ces problèmes seront *«prioritaires»,* dit-il dans une interview à *L'infirmière Magazine* du mois de mai.

Il annonce la création de... 350 emplois pour 1990. Rappelons que nous sommes 60 000 personnes à travailler à l'AP–HP... Une goutte d'eau !

D'autre part, il annonce que les absences pour congé maternité seront dorénavant remplacées à... 30 %. En 1988, aucun départ en congé maternité n'avait été remplacé. On imagine ce que cela veut dire pour une entreprise où près de 80 % du personnel est féminin. Le remplacement à 30 % de ces départs, pour autant qu'il se fasse réellement, ne changera pas grand-chose à la situation : cela montre surtout que cette pénurie de personnel, en fait, il s'en moque.

D'autant que ce remplacement des absences pour congé maternité ne se fera qu'en partie seulement par des créations de postes. Il se fera également par ce que ce monsieur appelle le *«redéploiement»,* c'est-à-dire par la fermeture de lits et de services et le déplacement du personnel ainsi libéré.

Même si dans certains cas, notamment pour les infirmières, il y a effectivement une certaine difficulté de recrutement à l'AP, il n'en reste pas moins que, sur le fond, le manque de personnel dans les hôpitaux de l'AP-HP est bien le résultat d'une politique délibérée de la direction.

Hôpital Robert Debré (Paris)

LE SYNDROME D'ÉVIN

L'hôpital Robert Debré, situé dans le 19e arrondissement, est ouvert depuis près de deux ans maintenant. Cet *«hôpital de la femme et de l'enfant»,* à l'architecture «moderniste», est souvent présenté dans les journaux de l'Assistance publique comme l'hôpital du XXIe siècle...

Mais dans la réalité quotidienne que nous connaissons, le manque de personnel ressemble furieusement à ce qui se passe ailleurs, en pire même peut-être ! Ainsi, dès l'ouverture, les besoins en personnel ont été volontairement sous-estimés, la direction parlant d'un *«réajustement au bout d'un an en fonction de l'activité».* Au bout de deux ans, elle parle toujours de ce réajustement.

Dans le service de réanimation polyvalente qui accueille en urgence les enfants venant de l'extérieur ou des autres services de l'hôpital, les problèmes sont particulièrement importants. C'est au point que demandes de mutation, de mises en disponibilité et démissions se multiplient.

La capacité totale du service est de 16 lits, plus un lit en salle de déchoquage (où est rassemblé un matériel complet et où l'on soigne des enfants en situation critique). A l'ouverture du service, nous étions 6 infirmières par équipe (nous travaillons en 12 heures). En réanimation, la charge de travail que représente un enfant hospitalisé peut être considérable. Par exemple, un «entrant» peut mobiliser plusieurs heures de suite une infirmière, parfois même deux, avec le médecin. Pendant ce temps-là, le personnel restant doit prendre en charge tous les autres enfants. Le travail ne manque donc pas.

Pourtant, depuis quelques mois, la direction du service et celle de l'hôpital ont décidé de nous faire travailler à 5 infirmières au lieu de 6 pour ne pas remplacer des collègues absentes (congé-maternité, disponibilité, etc). Pour faire accepter cela, le chef de service ne proposait rien d'autre que de fermer un ou deux lits. Mais dans la pratique, bien souvent, les médecins acceptaient de prendre, malgré tout, deux «entrants» de plus, voire même trois : 17 enfants au total. Par la suite, devant les questions du personnel, le chef de service a reconnu que, de toute façon, il n'y aurait plus que 5 infirmières pour... 17 lits.

Cette décision a entraîné un mouvement de protestation, plusieurs réunions ont eu lieu et une pétition a été lancée. Au départ, elle devait être signée par l'ensemble du personnel mais finalement elle fut malheureusement limitée aux infirmières. Cependant, à ce jour, ni la direction, ni le chef de service n'ont ne serait-ce que daigné répondre à cette pétition.

De plus, au mois d'avril, les médecins ont eu la possibilité de recevoir un nouveau matériel, une AREC (assistance respiratoire extra-corporelle) utilisable dans certains cas particuliers. Le problème, c'est que personne dans le service n'avait été formé pour l'utiliser. Les médecins eux-mêmes disaient partout qu'ils ne savaient pas vraiment s'en servir non plus. Un médecin déclarait, elle, que de toute façon, dans d'autres hôpitaux comme Trousseau, les infirmières avaient appris «sur le tas». *«Vous n'êtes pas plus bêtes qu'elles»* ajoutait-elle. Le «tas» dont elle parlait, c'était les enfants...

Alors que cette machine était déjà en fonctionnement, la surveillante générale et le chef de service nous ont conviés à une formation d'une journée en nous demandant de payer 100 F d'inscription. Un comble !

Ce matériel nécessite par ailleurs une présence infirmière plus importante et vient encore aggraver le manque de personnel. Or il suffit d'un arrêt-maladie, d'une collègue en congé, pour que notre nombre tombe à quatre, trois ou même deux comme récemment ! Dans ces cas-là, pour peu que l'une d'entre nous soit mobilisée par un cas grave, une infirmière peut alors se retrouver avec 12 ou 13 lits.

Ainsi, pour augmenter le nombre d'entrants et l'activité du service, pour pouvoir «faire joujou» avec du nouveau matériel, certains médecins n'hésitent pas à prendre des risques. Ils acceptent la logique de la direction de l'hôpital, logique de plus en plus financière, et en font retomber les conséquences sur nous : du travail en plus, les jongleries avec nos jours de repos, les passages d'équipe de jour en équipe de nuit et vice versa. Ou encore l'arrivée d'intérimaires qui, surtout dans un service spécialisé, ne peuvent guère nous aider, ou même d'intérimaires aides-soignantes à la place d'infirmières.

On nous présente le nouveau matériel comme une «victoire du progrès». *«Vous voulez donc reculer»* a répondu la surveillante générale à nos exigences d'effectifs et de formation. Et de nous faire, une fois de plus, le chantage aux soins des enfants. Mais la vérité, c'est que ce sont ces soi-disant responsables qui mettent, dans les faits, les enfants en danger.

Correspondant LO

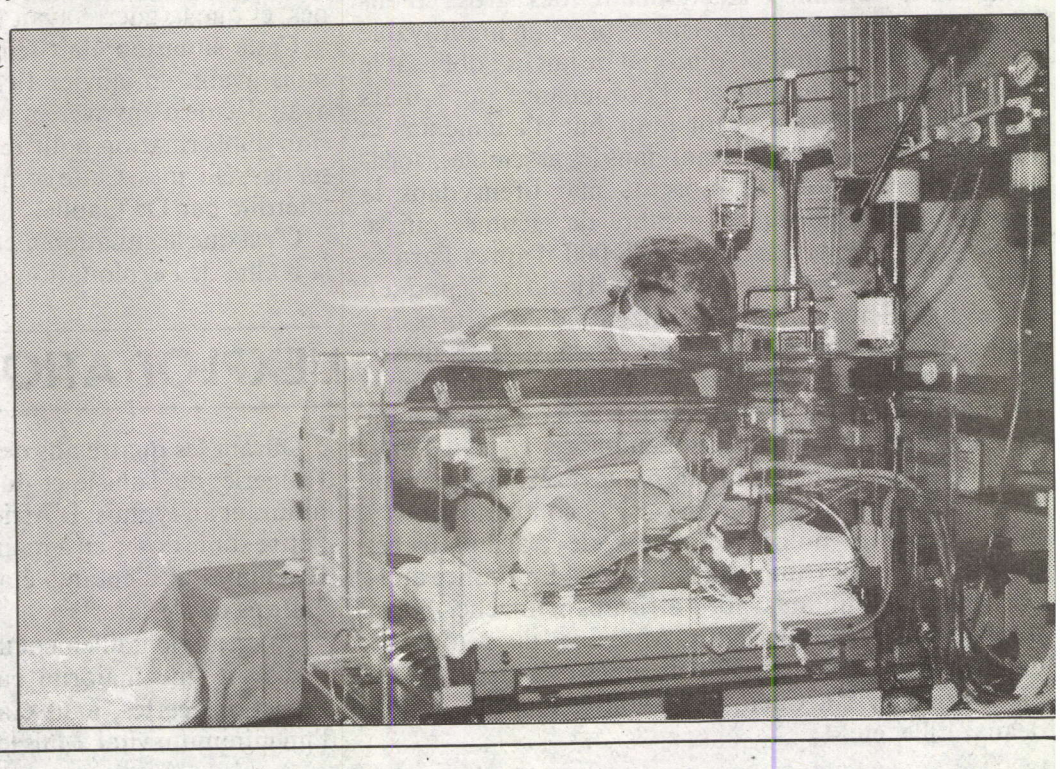
LA HIÉRARCHIE, C'EST COMME LES ÉTAGERES... PLUS C'EST HAUT, ET MOINS CELA SERT

S'il fut un temps où la multiplication des cafards caractérisait certains hôpitaux, c'est maintenant le développement d'une autre espèce, pas moins prolifique, qui fait parler dans les services de certains hôpitaux de la région parisienne comme l'hôpital Beaujon à Clichy ou l'hôpital de Bicêtre au Kremlin-Bicêtre.

Une nouvelle mode fait rage en effet : la création de postes de ...chargés de mission.

Un problème de communication à l'hôpital ? Hop, un directeur à la Communication ! On veut développer et améliorer l'accueil des malades ? Voilà un directeur à la Clientèle. Des problèmes de sécurité ? Deux postes de chargés à la Sécurité ! S'il y a de moins en moins de monde dans certains services, en revanche ça se bouscule dans les couloirs des bureaux de la direction. Qui pourra dire après cela que les dirigeants de l'AP-HP ne font pas tout leur possible pour résoudre les problèmes ?

On dit cependant que cette floraison exubérante de directeurs et de chargés de mission commencerait à poser certains problèmes particuliers : et il est de plus en plus question , dans les couloirs de l'avenue Victoria, le siège de l'AP-HP, de la création prochaine d'un poste de directeur, chargé des problèmes... de direction. Mais ce n'est qu'une rumeur.



(LO)

Le 8 mai 1945 à Sétif

LA RÉPRESSION COLONIALE DE LA FRANCE «LIBÉRÉE»

Ph. Arc

L'anniversaire du 8 mai 1945 – jour de la capitulation de l'Allemagne nazie – vient d'être célébré partout en Europe comme le symbole de la victoire «des démocraties sur le fascisme», mais il convient de rappeler que ce jour-là fut aussi celui des massacres de Sétif en Algérie, perpétrés par l'armée française et des groupes de colons organisés.

C'est précisément dans les défilés qui célébraient la «victoire» qu'eurent lieu les premiers incidents et partirent les premiers coups de feu. Parce que la police voulut empêcher des manifestants de brandir le drapeau algérien et de crier *«Libérez Messali»*, à Sétif le défilé tourna à l'émeute. Et durant 24 heures, face à un gouvernement général curieusement et sans doute volontairement impuissant, l'émeute se développa. Il y eut des morts de part et d'autre, on parlera de 102 colons tués pour plusieurs milliers d'indigènes assassinés dans le même temps. Mais ce fut en tout cas le signal d'une répression féroce qui s'abattit sur toute la région.

LA RÉPRESSION

La loi martiale fut proclamée. Le croiseur français *Duguay-Trouin* bombarda les environs de Kerrata. A côté des troupes françaises concentrées dans la région et pourvues d'artillerie lourde, tanks, avions, etc. (rappelons que le ministre de l'Aviation était à cette époque le communiste Charles Tillon) des expéditions punitives de colons armés se multiplièrent ainsi que les exécutions sommaires, la chasse à l'homme, les premières ratonnades systématiques.

En fait, le milieu réactionnaire des gros colons souhaitait depuis longtemps une répression impitoyable permettant l'instauration d'un état de fait qui obligeât le gouvernement à revenir sur l'ordonnance du 7 mars 1944 (timide réforme ayant pour but d'augmenter la représentation des musulmans dans les assemblées locales). Les massacres du mois de mai firent dans la population algérienne un nombre de victimes qui se chiffra par dizaines de milliers (8 000 d'après l'armée française, 40 000 selon le consul américain de l'époque). Et ces massacres furent accompagnés d'une répression légale qui s'abattit sur tout le pays : arrestations massives de militants syndicaux et de militants politiques (Ferhat Abbas fut à nouveau arrêté, son mouvement fut dissout). Au total on pouvait dénombrer en juin 1945 : 41 villages rasés, plus de 10 000 otages exécutés sommairement, plus de 4 500 arrestations, 99 condamnations à mort, plusieurs milliers d'années de travaux forcés distribués par des tribunaux militaires ! En France aussi on arrêta les militants nord-africains : Imache Amar, fondateur de l'Etoile Nord-Africaine de retour de déportation, mais aussi 50 personnes à Marseille, 25 à Saint-Etienne, 5 à Caen, 8 à Lyon et d'autres à Bordeaux, Lille, etc. !

La France «démocratique» avec son démocratique Conseil National de la Résistance (CNR), la France, qui fêtait sa «libération», venait de donner l'exemple d'une féroce répression coloniale sur les masses nord-africaines.

«L'HUMANITÉ» ET LES ÉVÉNEMENTS DE SÉTIF

Et bien sûr, pour justifier tout cela, les autorités parlèrent de provocation : des *«éléments hitlériens»* auraient poussé le peuple à la révolte. *L'Humanité* du 12 mai 1945 écrivait : *La population musulmane complètement affamée a été facilement poussée par quelques provocateurs bien connus de l'administration, à des violences»*. Et le lendemain, le journal «communiste» écrivait encore : *«Et voilà qu'aujourd'hui, le gouvernement général rejette l'entière responsabilité des troubles sur des éléments musulmans. Qu'il y ait, parmi eux, quelques hitlériens, c'est d'autant plus évident que le chef pseudo-nationaliste Bourguiba était en Allemagne au moment de la capitulation hitlérienne et vient d'arriver dans un pays d'Afrique du Nord»* ! Et *L'Humanité* reviendra encore le 19 mai sur ces *«chefs pseudo-nationalistes qui ont sciemment essayé de tromper les masses musulmanes»*.

Provocation, manipulation, mouchards, professionnels hitlériens de l'émeute ? Ces lamentables affirmations évitaient de rendre compte des véritables causes des émeutes de Sétif : la misère, l'insupportable misère due à l'exploitation coloniale qui frappait les masses algériennes, et que la guerre avait encore accentuée !

Cette situation était tellement connue que plusieurs mois avant, en janvier 1945 plus précisément, le CNR avait décidé d'envoyer en Afrique du Nord une commission d'information pour recenser les abus, voire proposer des réformes. Cette commission fut d'ailleurs aussitôt interdite par De Gaulle.

C'est que la situation n'était pas due à des abus mais à la réalité de l'exploitation coloniale.

L'EXPLOITATION COLONIALE

Durant les quatre ans de guerre, les masses indigènes d'Algérie, de Tunisie et du Maroc furent en proie à la famine et au typhus. L'Afrique du Nord n'avait rien à se mettre sur le dos, rien à manger. Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants étaient en haillons, habillés de chiffons ou de sacs.

Quant au ravitaillement il était inexistant. Les villes où il y avait une majorité européenne connaissaient les restrictions certes, mais étaient tout de même assurées d'un minimum vital. Mais les campagnes furent littéralement affamées, les campagnes où vivaient 95 % des indigènes, c'est-à-dire les 9/10e de la population totale. La ration mensuelle allouée à chaque indigène par le ravitaillement était de 5 kg d'orge ou 3 kg de blé, soit 2,500 kg de farine pour l'orge et 1,5 kg à 2 kg pour le blé : une moyenne de 50 g de pain par jour !

Dans ces conditions, comment s'étonner que des millions d'êtres humains en furent réduits à vivre comme des bêtes, se nourrissant d'herbes et de racines ? Comment s'étonner si le typhus, «maladie de carence» par excellence, fit rage en Afrique du Nord, et cela pendant les quatre années de la guerre ?

Jusqu'en 1942, on pouvait dire que cela était le fruit de la politique de Vichy, qui faisait des prélèvements massifs sur l'économie nord-africaine. Mais après le débarquement des Alliés, ce pays aurait dû connaître les bienfaits de l'intervention américaine, une avalanche de cotonnades et de corned-beef. Or il n'en fut rien et la situation des masses indigènes s'aggrava encore.

Le sort tragique des peuples nord-africains était l'aboutissement d'une exploitation impérialiste conduite d'une façon systématique et impitoyable. Cette exploitation devait aboutir à l'énorme enrichissement de quelques gros colons vivant de l'exploitation intensive des masses indigènes préalablement expropriées et prolétarisées.

En temps normal, l'indigène était sous-alimenté et misérablement vêtu. Il n'avait aucune réserve alimentaire ni vestimentaire. Qu'une mauvaise récolte survienne et la faim se transforme en famine et appelle le typhus. La guerre a eu ainsi pour effet d'aggraver et de généraliser jusqu'à la catastrophe un état de choses endémique, conséquence inéluctable de l'exploitation impérialiste.

LA GUERRE D'ALGÉRIE A DÉBUTÉ CE 8 MAI 1945

En mai 1945, la formidable poussée de la misère, la montée des revendications nationalistes, la haine de classe des gros colons arc-boutés sur leurs privilèges, hostiles à tout projet de réforme, devaient aboutir aux émeutes et à la sauvage répression qui suivit.

A peine sorti de la guerre, l'Etat français nouvellement constitué se lançait dans une politique de répression coloniale qui, de Sétif en 1945 à l'Indochine, en passant par Madagascar en 1948, allait marquer profondément et durablement tout le personnel politique, administratif, militaire et policier de la IVe République.

La terrible saignée de Sétif devait ménager quelques années de répit en Algérie pour les colons et l'Etat français, mais quand on regarde la période, on peut valablement dire que la guerre d'Algérie qui devait éclater en 1954 a, dans les faits, débuté à Sétif ce 8 mai 1945.

lire

Le malheur des uns...
de Pierre Boulle

Le malheur des uns... fait le bonheur des autres, dit-on. Fort de cet axiome, un administrateur de société, dont les plantations d'hévéas en Malaisie connaissent la récession, a une idée : le sida, ce fléau abominable, pourrait bien ouvrir un nouveau marché au latex. Les experts n'ont-ils pas déclaré que, faute de remède, la seule parade efficace est le préservatif ? Et qui dit préservatif, dit latex.

Petites causes, grands effets : un modeste objet de caoutchouc, pesant à peine quelques grammes, devenu indispensable au salut de l'humanité, cela représente des milliers et des milliers de tonnes de caoutchouc, qui représentent elles-mêmes des millions et des millions de dollars.

Alexandre Shark («requin» en anglais), le brillant administrateur de la SIHM (Société internationale des hévéas de Malaisie), a trouvé le filon. Reste à en convaincre les intéressés, c'est-à-dire tous ceux que guette le sida, autant dire tout le monde.

D'une part, il rafle toutes les actions disponibles sur le marché du caoutchouc ; de l'autre, il met sur pied une formidable campagne de pub, qui sera lancée d'abord par quelques éminents professeurs qui vont marteler sur l'utilité du préservatif. Pas simple, une telle campagne, dans nos pays latins bourrés de préjugés et de tabous sur le sexe. Le problème est dans un premier temps d'obtenir l'appui du gouvernement, qui donnera un petit caractère officiel et désintéressé à la campagne de pub, puis d'en obtenir des spots publicitaires moins pudibonds et plus précis, de façon qu'on y appelle un préservatif un préservatif ! Il s'agit enfin de trouver l'oreille de quelques Eminences et autres prélats chargés de veiller à la morale publique, pour qu'au moins les représentants de l'Eglise arrêtent de tonner contre le préservatif «cet instrument du diable».

C'est ainsi qu'esprit d'entreprise et soif de profits se retrouvent à lutter de pair contre l'ignorance, la superstition et les préjugés. Mais oui ! Grâce à Shark et à ses manœuvres, elle est *«finie, l'épouvantable hypocrisie qui s'arroge le droit de régenter nos mœurs» !*

L'épidémie de sida s'est développée dans le monde, gagnant les continents surpeuplés de l'Inde et de la Chine, offrant des perspectives de profits mirifiques à Shark et ses compères, pour qui *«rien ne peut plus arrêter l'élan de la population mondiale vers le préservatif».*

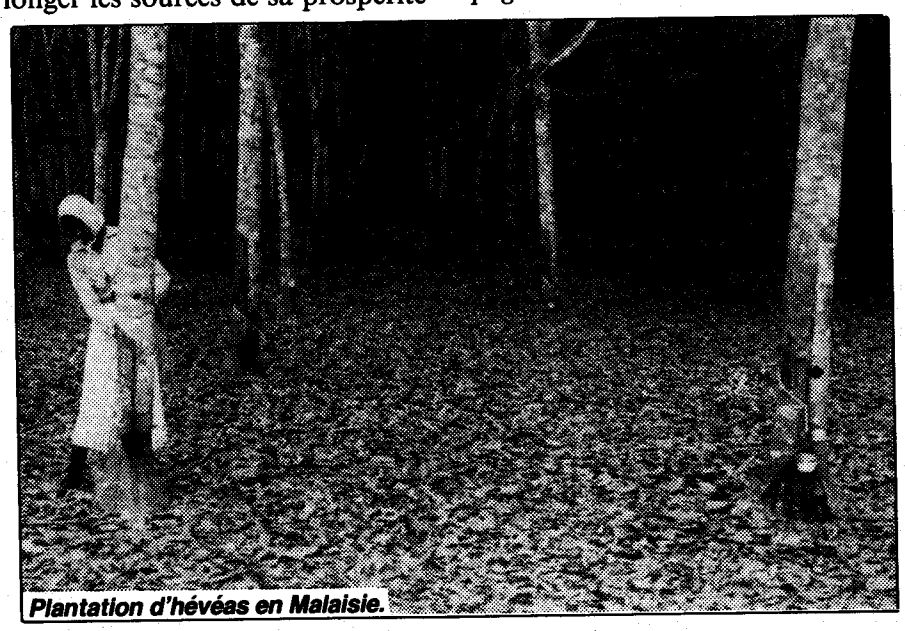
Seulement des bruits désagréables parviennent aux oreilles du «roi du caoutchouc». Le sida pourrait être enrayé, des chercheurs s'y emploient activement. Alors, à son tour, Shark va s'employer à prolonger les sources de sa prospérité par tous les moyens, quitte à financer, lui aussi, certaines recherches sur le sida !

Comme toute fable, celle-ci a une morale : le roi du caoutchouc sera puni par où il a péché, ou presque ! C'est féroce à souhait, même si la ficelle est grosse, ou plutôt l'élastique.

Et puis profitons-en, à propos de «caoutchouc et business», pour rappeler que ce thème a déjà fourni le thème d'un livre de Vicki Baum, *Le bois qui pleure,* une véritable fresque historique qui retrace, de façon romancée et très vivante, l'épopée de cette matière première à travers les siècles et comment des hommes ont vécu ou sont morts pour elle et pour les profits qu'elle pouvait rapporter. Un livre malheureusement épuisé, mais qu'on trouvera dans la plupart des bibliothèques.

Cécile BERNIER

Le malheur des uns... *de Pierre Boulle. Editions de Fallois. 238 pages. 90 F.*



Plantation d'hévéas en Malaisie.

voir

Film : CHE ORA È
(Quelle heure est-il ?)
d'Ettore Scola

Un dimanche pluvieux à Civitavecchia, ville de garnison et vilain petit port de départ pour la Sardaigne. De bon matin, un avocat réputé (Marcello Mastroianni) vient chercher son fils (Massimo Troisi) à la caserne. Les deux hommes vont passer la journée ensemble, errer dans la ville au hasard des rues et de leurs fantaisies. Mais s'ils font la balade à deux, s'ils visitent les mêmes lieux et suivent côte à côte les mêmes itinéraires, père et fils marchent sur deux planètes différentes, ne parlent pas le même langage. Y compris au sens propre d'ailleurs, puisque Mastroianni parle le romain et Troisi le napolitain...

Le père, animé d'un amour démonstratif à l'excès, s'agace de n'avoir en retour que des rebuffades. Le fils, comblé de cadeaux princiers par ce père fortuné, se braque contre la façon dont ce dernier prétend régenter sa vie, présente et à venir... pour son bien évidemment !

Ettore Scola met en scène, avec beaucoup de délicatesse et d'humour, un banal conflit de générations entre ce père grisonnant qui a besoin de l'affection de son fils, et ce dernier qui ne manque pas de tendresse à son égard mais échoue à se faire comprendre et accepter. A part de très fugitifs instants de complicité, cette journée ne réussit pas à raccourcir les distances entre eux.

Un film sensible et sympathique, donc. Dommage qu'il ne bénéficie que d'une distribution réduite.

L.P.

Théâtre :
LE LIEUTENANT GUSTEL
d'après une nouvelle d'Arthur Schnitzler

Dans la Vienne du début du siècle, un homme, militaire de carrière, le lieutenant Gustel, se prépare au suicide au cours d'un long monologue... errant en pleine nuit sur le Prater. A la sortie d'un concert, on l'a ridiculisé et bousculé, lui un lieutenant, représentant de l'armée. L'affront est d'autant plus irréparable que l'offenseur est un boulanger avec lequel le duel est impossible.

Gustel repasse dans sa tête pulsions, fantasmes et épisodes plutôt vides d'une vie de jeune gandin et vrai parasite, coureur de jupons, querelleur, joueur, mais soucieux d'un honneur militaire tout conventionnel. Gustel est un lieutenant sans doute semblable à beaucoup d'autres mais finalement lucide sur lui-même ; il ne nous épargne ni sa cuistrerie, ni son mépris des femmes, des Juifs, des socialistes et finalement d'une bonne partie du genre humain, le tout sur un ton suffisant. Gustel et ses pareils ne seraient-ils donc pas le sel de la terre, le centre autour duquel tournerait le monde ?

Le texte ironique, mordant, est servi par un acteur de talent, Jean-Paul Audrain qui, une heure quinze durant, tient le public en haleine en lieutenant Gustel dans ses différentes poses. Un réel numéro d'acteur.

Jusqu'au 23 juin, au Théâtre de la Resserre à la Cité Universitaire, Bd Jourdan à Paris.

C.B.

Prix des places : 100 F. Collectivités : 80 F. Etudiants et jeunes : 40 F.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

100 000 MANIFESTANTS CONTRE L'INTÉGRISME

Ils étaient des dizaines et des dizaines de milliers, peut-être 100 000, dans les rues d'Alger, le jeudi 10 mai, pour manifester contre l'intolérance et la violence des intégristes musulmans.

Lorsque trois semaines plus tôt, le 20 avril dernier, après la prière du vendredi, le principal mouvement intégriste, le Front Islamique du Salut, avait rassemblé lui aussi dans les rues d'Alger des dizaines de milliers de manifestants, les intégristes semblaient seuls à pouvoir ainsi tenir le haut du pavé. Le parti au pouvoir, le FLN, avait bien annoncé quelques jours plutôt qu'il allait appeler à une manifestation le même jour que le FIS ; mais il y avait ensuite renoncé, craignant visiblement la comparaison.

La manifestation anti-intégriste du 10 mai.

Les exactions des intégristes ont provoqué une riposte

Depuis des mois le mouvement intégriste en Algérie, essentiellement le FIS – Front Islamique du Salut – pouvait paraître omniprésent, jouant à la fois de la démagogie vis-à-vis de couches pauvres, de la menace de dieu... et des matraques de ses gardiens, multipliant les démonstrations de force et les provocations, prêchant à coups de bâton ou de vitriol sa morale rétrograde. Et durant le mois de ramadan, les gros bras du FIS ont multiplié les agressions contre les femmes non voilées, s'estimant tout permis en ce mois religieux, au nom d'Allah.

Mais cela ne voulait pas dire qu'il n'y a pas une grande partie de la population algérienne, et même probablement une très grande majorité, qui n'a pas la moindre envie de voir arriver au pouvoir dans le pays une dictature d'extrême-droite religieuse ; et ceux qui pourraient être prêts à se mobiliser pour l'empêcher sont probablement bien plus nombreux que ceux que le FIS peut rassembler derrière lui.

Ce sont eux qui, d'après les reportages que l'on a eu ici de cette manifestation, constituaient pour l'essentiel le cortège du jeudi 10 mai et lui donnaient son caractère : une foule vivante, rieuse, des femmes qui ne semblaient pas prêtes à se laisser intimider et renvoyer au foyer avec un voile, des étudiants, des syndicalistes, des parents venus sans crainte avec leurs enfants... La foule de ceux qui ne sont pas prêts à se résigner, et qui pourraient devenir une force. Et ils étaient plus nombreux que les manifestants du FIS d'il y a trois semaines.

Des partis «d'opposition» proches du parti au pouvoir

Par contre, les mots d'ordre officiels de la manifestation, ceux lancés par les partis organisateurs, le PAGS (Parti Communiste Algérien), le RCD (Parti Berbériste se réclamant de la social-démocratie), une des deux tendances du PSD (Parti Social-Démocrate) et le MDRA, *«Union dans la diversité et le pluralisme», «l'armée, le peuple pour la démocratie»*, étaient volontairement insipides et destinés à éviter d'écorcher le pouvoir en place, le FLN ou l'armée... dans un pays où l'armée a tiré sur le peuple il y a à peine un an et demi !

Car le problème justement est là. Ceux qui sont prêts à ne pas laisser l'Algérie sombrer dans l'arriération, passer de la dictature militaire du FLN à la dictature religieuse, et sans nul doute tout aussi militaire et policière, si ce n'est plus, du FIS, sont sûrement foison dans les usines, sur les chantiers, dans les bureaux, parmi les jeunes et les femmes. Mais aucun de ces partis qui se sont créés, ou qui, comme le PAGS notamment, ont enfin obtenu le droit à une existence légale, depuis la reconnaissance du multipartisme (tout au moins aucun de ceux qui ont un poids non négligeable) n'est un véritable parti d'opposition au pouvoir en place, n'offre de perspective pour lutter contre la pauvreté, l'exploitation et la corruption des hommes au pouvoir. Le PAGS lui-même n'a depuis 25 ans mené qu'une politique de soutien («critique») au FLN, sous Chadli comme sous Ben Bella puis Boumédienne. Quant au programme «social-démocrate» dont se réclament le PSD (parti qui se veut un peu celui des cadres et hommes d'affaire libéraux), ou le RCD (Parti Berbériste), c'est celui du libéralisme économique bourgeois.

Le jeu des politiciens

Et bien entendu ce sont avant tout, du côté des états-majors politiques, les considérations électoralistes, plus que toute autre chose, qui les ont conduits à organiser cette manifestation. Même si les manifestants, eux, y sont probablement venus pour tout autre chose. En effet les élections municipales et départementales, les premières élections à candidatures multiples de l'Algérie indépendante, doivent avoir lieu le 12 juin prochain, et le FIS, seul parti avec le FLN à être en mesure de présenter des candidats partout, pourrait y obtenir des succès.

Quant au FLN, le parti au pouvoir depuis 28 ans, il n'était probablement pas loin derrière les partis organisateurs de la manifestation qui ont bénéficié du soutien des médias, tous gouvernementaux, et notamment du journal *El Moudjahid*, propriété du FLN. Et le FLN, qui n'a pas voulu directement s'impliquer dans la manifestation du 10 mai, dont on ne pouvait pas savoir d'avance si elle serait un succès, a décidé maintenant d'organiser, lui, une nouvelle manifestation contre l'intégrisme jeudi 17 mai, fort du succès de la première manifestation, et tablant aussi sur la venue de Mandela à Alger pour attirer la foule que l'intolérance de l'extrême-droite religieuse indigne. Comme le parti de Chirac s'en prenant à Le Pen pour chercher à lui reprendre les voix de droite que celui-ci lui a volées, le FLN voudrait se faire maintenant passer pour le meilleur rempart contre la progression de l'intégrisme, lui qui est un peu le père du FIS dont il a, par sa politique, favorisé l'explosion, lui dont nombre de politiciens locaux sont déjà en train de chercher à se recycler du côté du FIS.

Quand l'Algérie accède au multipartisme, son monde politicien ressemble comme un frère au nôtre.

Contre la progression des préjugés réactionnaires, la lutte sociale

«Les jours prochains devraient montrer si la journée du 10 mai, comme beaucoup le souhaitent, constituera l'amorce d'un front commun contre le danger intégriste...», commente le journal *Le Monde* (du 12 mai). Le «front commun» de qui ? Des exploités derrière les politiciens retors, qui ouvriront la porte du pouvoir au FIS, s'ils n'arrivent pas à le supplanter ? Des ouvriers avec leurs patrons «libéraux» votant FLN ou PSD ? De ceux qui veulent combattre la violence des intégristes, avec les fusilleurs d'octobre 1988 ?

Non. C'est au contraire parce que, malgré leur politique rétrograde, profondément réactionnaire, les intégristes du FIS font mine, comme tous les partis d'extrême-droite populistes, comme les partis fascistes, d'apparaître comme des opposants radicaux à un régime déconsidéré, à un appareil d'Etat corrompu, que ce parti de petits bourgeois rétrogrades, financé souvent (de bon gré, ou par la pression) par de riches commerçants, a aujourd'hui le moyen d'influencer et d'embrigader dans ses rangs toute une partie de la jeunesse misérable et désœuvrée, qui trouve dans les discours enflammés des mosquées un exutoire à sa révolte.

Ces mêmes jeunes que le FIS attire, les luttes de la classe ouvrière algérienne, les luttes d'une grande partie de ceux qui ont manifesté le 10 mai peut-être, pour une société plus juste, pour mieux vivre, contre le chômage, pourraient les attirer d'un tout autre côté.

Olivier BELIN

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995